

Benghebrit exhorte à une révision «dans le calme»

● Le ministère accuse les syndicats de «surenchère»

Page 2



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3483 - Lundi 9 février 2015 - Prix : 10 DA



Téléphonie mobile

ORANGE : Une boutique et des perspectives

Page 5



Amara Benyounès à Tlemcen

«Arrêtons de parler importation»

Page 3

Profession : enseignant gréviste

Par Nadjib Stambouli

Serait-ce s'aligner yeux fermés sur les voix, notamment celles officielles, qui fustigent les actions menées par le monde du travail, ainsi que les revendications sources de ces mêmes actions, notamment les grèves, que de porter un regard critique sur ces dernières, surtout lorsqu'elles s'inscrivent sous le sceau du systématique ? Les réponses sont évidemment partagées sur cette question, mais ce qui par contre ne souffre aucune ambiguïté, c'est d'affirmer avec conviction et même véhémence que tout ce qui vient du monde syndical, juste parce que ce sont des organisations autonomes, donc indépendantes du pouvoir, est assimilable à de la complicité passive et de l'encouragement. Le soutien aux actions des travailleurs, quel que soit le secteur, pour arracher leurs droits matériels et moraux, devrait être une position de principe n'ayant à souffrir aucune ambiguïté, ni faiblesse, mais quand le recours à la grève devient un réflexe jusqu'à se muer en occupation permanente, une profession (passive, bien sûr) qui ne dit pas son nom, trop, c'est trop. C'est justement ce qui s'observe dans le secteur de l'Education, encore une fois soumis au diktat de ceux qui sont censés lui insuffler vie et évolution et qui n'y impulsent que stagnation, donc régression, à savoir les enseignants.

Suite en page 3

Politique du gouvernement : face à la chute des prix du pétrole

Le patronat dans un nouveau rôle



Ph > DR



Ph > E. Soraya/J.A.

Aujourd'hui, le patronat semble avoir un nouveau rôle dans le contexte de «crise», marqué par la baisse des prix du pétrole et la hausse des factures d'importation de céréales, de médicaments et autres denrées alimentaires.

Lire page 3

La fédération au sujet de la prise en charge des insuffisants rénaux

«Défaillance» de certaines cliniques privées

Page 4



Musée national d'art moderne et contemporain

Un rendez-vous avec la musique universelle

Page 13

Développer le rail sur les Hauts-Plateaux Ghoul : «réduire la pression sur les routes»

LA FUTURE voie ferrée des Hauts-Plateaux entre Tébessa et Sidi Bel-Abbès permettra d'atténuer la pression sur les routes qui supportent 97 % du mouvement de marchandises et de voyageurs, a affirmé dimanche à M'sila le ministre des Transports, Amar Ghoul, au cours d'une visite de travail. Le ministre qui intervenait sur les ondes de la radio de M'sila, a déclaré que cette voie de chemin de fer de 1 400 km permettra également de «réduire les coûts d'entretien des chaussées, de faire baisser le nombre d'accidents, de créer une synergie entre les différents modes de transport et de participer au développement de l'économie nationale». Sur le même sujet, présidant une réunion avec les responsables de la partie de ce projet de voie ferrée des Hauts-Plateaux située entre M'sila et Bougezoul (Médéa) sur 150 km, aujourd'hui achevée à 80 %, M. Ghoul a indiqué que ce segment, susceptible d'être doublé ultérieurement, est doté d'équipements modernes de signalisation, de communication et de régulation du mouvement des trains. Des équipements dont le rôle est «déterminant lorsqu'on sait que les convois circuleront, sur cette voie ferrée, à 160 km/heure», a-t-il ajouté. Le ministre des Transports a également fait savoir que les mêmes équipements modernes ont été installés le long des voies ferrées Ain Touta-M'sila (pose achevée à 100 %) et M'sila-Bordj Bou Arreridj (80 %). S'agissant des deux études techniques en cours, en vue de la réalisation de chemins de fer entre M'sila et Djelfa via Boussaâda et entre Ain Lahdjel et Sour El Ghozlane (Bouira), Amar Ghoul a insisté sur une «coordination étroite» avec les autorités locales des wilayas concernées afin que les chantiers puissent fonctionner correctement. Le ministre qui a aussi appelé au lancement «dans les plus brefs délais» des trois ouvrages d'art devant enjamber la voie ferrée pour assurer la sécurité des automobilistes, a par ailleurs évoqué le nouveau plan de circulation dans la ville de M'sila pour souligner la nécessité de «matérialiser correctement le schéma de circulation en recourant à une signalisation adaptée et fiable». M. Ghoul avait auparavant inauguré la nouvelle gare routière de Sidi-Aïssa, capable d'accueillir quelque 200 bus, avant d'inaugurer, dans l'après-midi, une infrastructure analogue dans la localité de Hammam Dhalaa.

APS

Statut particulier des travailleurs de l'Education Benghebrit exhorte à une révision «dans le calme»

■ Les syndicats de l'Education sont avisés. La ministre de l'Education procédera à la révision du statut particulier et lorsqu'on réviser on a besoin de calme. Benghebrit le dit autrement: «le statut particulier ne doit pas être révisé sous la pression».

Par Yasmine Ayadi

Le statut particulier des travailleurs du secteur de l'Education ne doit pas être révisé sous la pression ou avec précipitation, a indiqué hier à Alger la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, soulignant que la stabilité du secteur était une priorité majeure. S'exprimant lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation des mesures prises pour la prochaine rentrée scolaire, M^{me} Benghebrit a reconnu des «défaillances» constatées dans l'actuel statut particulier, revu en 2012 après une précédente révision en 2008, qu'elle a principalement imputées aux conditions de sa révision. «Je refuse de lancer la révision du statut particulier des travailleurs du secteur de l'Education sous la pression ou avec précipitation afin d'éviter l'expérience de l'année 2012», a indiqué la ministre sur un ton ferme, ajoutant qu'un statut particulier, d'une manière générale, «doit être établi pour le long terme», ce qui nécessite, a-t-elle souligné, de prendre une série de mesures et de dispositions.

Elle a indiqué que la révision du statut particulier était tributaire de la stabilité du secteur de l'Education nationale et avec l'effort de l'ensemble des acteurs, à savoir, enseignants, syndicats et pédagogues notamment, précisant que cette révision ne pourrait se faire dans un délai inférieur à cinq années. Concernant les revendications socioprofessionnelles des travailleurs notamment, celles émanant des sept syndicats autonomes, qu'elle considère comme des «pro-



blèmes, en majorité, d'ordre local», M^{me} Benghebrit a rappelé qu'elle a consacré, depuis sa nomination à la tête du ministère de l'Education nationale, plus de 500 heures de dialogue et de concertation, qui, a-t-elle dit, se poursuivent encore. A ce propos, la ministre a affirmé que «beaucoup de revendications ont été satisfaites», relevant toutefois que le dialogue se poursuit pour aboutir à des solutions tangibles aux revendications encore en

suspens et qui nécessitent encore du temps, a-t-elle dit. Elle a à cette occasion, appelé les syndicats du secteur qui optent pour la grève comme moyen d'exprimer leurs revendications socio-professionnelles, en dépit des séries de rencontres avec le ministère de tutelle, à adopter un comportement «rationnel» car il s'agit de l'avenir et de l'état d'âme des élèves ainsi que de leurs parents.

Soulignant la nécessité d'arri-

ver à une décision qui protège, en particulier, l'intérêt de l'élève, M^{me} Benghebrit a ajouté, par ailleurs, que les PV des rencontres tenues avec les sept syndicats autonomes qui ont appelé à une «grève d'avertissement» les 10 et 11 février, ont été rédigés et prêts à être récupérés à partir d'aujourd'hui au niveau du ministère de l'Education nationale.

Y.A./APS

Grève dans l'Education nationale

Le ministère accuse les syndicats de «surenchère»

Le statut particulier, à l'origine du bras de fer entre le ministère de l'Education et les syndicats, sera «révisé mais avec des préalables», a affirmé hier, Abdelkrim Belabed, directeur de la gestion des ressources humaines au ministère de l'Education nationale. S'exprimant sur les ondes de la radio, l'invité a indiqué que sept organisations syndicales ont été reçues «individuellement» et qu'une parmi elles a abandonné l'option de la grève annoncée pour les 10 et 11 février. «Nos syndicats ne savent faire que la grève», a déclaré M. Belabed. «Le syndicat est un partenaire qui doit nous aider à trouver des solutions. Il est une force de propositions et non pas de nuisance. La démarche logique est de négocier d'abord afin de résoudre les problèmes et après avoir recouru à la grève. Chez nous, c'est l'inverse, la grève vient avant les négociations», a-t-il ajouté, en précisant que le statut particulier des enseignants est l'objet du litige entre les syndicats et le ministère. Le responsable a expliqué que la rédaction d'un nouveau statut «nécessite du temps

et de la sérénité pour éviter les erreurs commises en 2012». «Tout le monde sait que le statut actuel, promu en mai 2012, a été élaboré dans la précipitation et sous la pression terrible des syndicats», indique le représentant du département de Benghebrit. M. Belabed a fait savoir qu'une organisation avait suggéré une durée de 3 ans pour une révision du statut, relevant que la tutelle songe à une échéance de 5 années, jugeant nécessaire une évaluation des étapes, un traitement des différents grades et une formulation des propositions, pour arriver à un «statut modèle». Le responsable a indiqué, par ailleurs, qu'en dehors de cette question toutes les autres revendications des syndicats ont été prises en charge, réitérant, dans ce sens, la position de la tutelle qui favorise les voies du dialogue. Enumérant les décisions prises par le ministère en faveur du personnel de l'Education, M. Belabed cite, entre autres, «l'installation d'une commission, avec l'accord du Premier ministre, pour arrêter une prime qui répond aux attentes des

intendants, l'organisation d'un examen, le mois de mars prochain, pour permettre aux sous-intendants d'acquiescer le grade de sous-intendants gestionnaires et l'obtention d'un accord de principe pour instaurer une prime de responsabilité au profit des chefs d'établissement». Pour ce qui est des budgets des œuvres sociales estimés à 20 milliards DA, le responsable a soutenu que «le ministère de l'Education est concerné dans 2 ou 3 aspects», précisant que «la tutelle veille à ce que cet argent profite à tous les fonctionnaires du secteur et pas seulement aux organisations syndicales». Concernant l'opération de recrutement des enseignants pour la prochaine année scolaire, il a indiqué que «l'opération va se dérouler comme prévue», réaffirmant toute intention de sa suspension. A propos des enseignants contractuels, estimés à 18 000, et leurs parts dans le futur recrutement, le même intervenant a estimé qu'ils «ont un avantage réglementaire pour réussir l'examen vu l'expérience qu'ils cumulent».

Meriem Benchaouia

— Politique du gouvernement face à la chute des prix du pétrole —

Le patronat dans un nouveau rôle

■ Aujourd'hui, le patronat semble avoir un nouveau rôle dans le contexte de « crise », marqué par la baisse des prix du pétrole et la hausse des factures d'importation de céréales, de médicaments et autres denrées alimentaires.



Par Nacera Chennafi

Dans la tradition, le patronat rencontrait le gouvernement dans le cadre de la tripartite. Un cadre dans lequel les patrons évoquaient leurs préoccupations relatives au contraintes que rencontrent les PME.

Aujourd'hui, le patronat semble avoir un nouveau rôle dans ce contexte de « crise » alimentée par la baisse des prix du pétrole et la hausse des factures d'importation de céréales, de médicaments et autres denrées alimentaires.

Ainsi, dans ce contexte, c'est

le FCE qui a été choisi pour jouer ce nouveau rôle de patronat dans le contexte économique dans lequel se trouve l'Algérie. Après sa série de rencontres avec les membres du gouvernement, le nouveau président du Forum des chefs d'entreprise, Ali Haddad, est attendu prochainement chez le Premier ministre, Abdelmalek Sellal.

Le président du Forum des chefs d'entreprise, Ali Haddad aura à présenter dans les prochains jours, un rapport détaillé pour le Premier ministre, Abdelmalek Sellal. Ce rapport portera notamment sur ses consultations tenues avec plusieurs ministres, dont ceux du

Commerce, l'Agriculture, le Transport et la Santé.

Dans ce cadre, le gouvernement s'attend à la participation des PME au financement de quelques projets du programme quinquennal 2015-2019 à travers la production nationale et à participer à la réduction de la facture d'importation qui a dépassé les 60 milliards de dollars en 2014.

Cependant, les patrons ont aussi leurs attentes comme la révision de l'import sur les bénéfices et l'ouverture du champ aérien.

Il faut dire que sur la question de la révision de l'import sur les bénéfices, le ministre de l'Industrie, Abdesselam Bouchouareb avait indiqué qu'il y a cette possibilité de révision s'il y a recours à une loi de finances complémentaire en faveur des hommes d'affaires « locaux ». Il est à noter que cet impôt était de 19% et a été levé à 23% dans la loi de finances de 2015.

Cependant, pour ce qui est de l'ouverture du champ aérien, le vœu du FCE semble difficile à réaliser.

Dans le cadre de ses consultations avec les membres du gouvernement, dont le ministre du Commerce, Amara Benyounès, il a été parvenu à ce que la campagne de sensibilisation pour la consommation des produits locaux sera relancée et une commission mixte permanente qui regroupera des membres du FCE et des cadres du ministère du Commerce sera créée.

Sa rencontre avec le ministre

des Travaux publics (MTP), Abdelkader Kadi a permis de convenir de la création prochaine d'une commission mixte entre le MTP et le FCE. A ce propos, il a été indiqué que cet organe permettra aux entreprises algériennes de mieux s'impliquer dans la réalisation des projets du secteur. Le ministre a confié qu'il y aura des échanges d'idées mensuellement entre les deux parties, dans le cadre de cette commission.

Dans une déclaration à l'issue de sa rencontre avec Haddad, Kadi a indiqué que « cette commission sera chargée de coordonner les actions qui seront prises en faveur des entreprises algériennes, pour trouver des solutions à tous les problèmes rencontrés sur le terrain et renforcer leur rôle dans la réalisation des projets du secteur au niveau national et pourquoi pas à l'étranger ».

Le FCE, a indiqué le ministre, sera « consulté dans toutes les décisions du secteur », notamment celles visant « l'amélioration de la qualité de réalisation des projets et la relation entre les entreprises et le maître de l'ouvrage ».

Il est à rappeler que lors du dernier Conseil des ministres restreint, le gouvernement a été instruit de trouver des alternatives à la chute des prix du pétrole et la dépendance de l'économie nationale aux hydrocarbures; cependant, on ne sait quel rôle est réservé pour les autres organisations patronales dans cette politique. **N. C.**

EDITO

Profession : enseignant gréviste

Suite de la page une

Malgré toute l'ouverture d'esprit au dialogue manifestée par Benghebril, un ministre de l'Education comme on n'en a pas vu depuis le (bref) passage de Lacheraf aux commandes de ce secteur névralgique, les syndicats, pas tous il est vrai, campent sur leur position, celle de « chèvre même si elle vole », autrement dit en maintenant leur mot d'ordre de grève, devant être déclenchée ce mardi. On ne peut certes juger de la légitimité des revendications (qui ne sont pas cette fois d'ordre salarial, ç'aurait été le bouquet avec toutes les hausses déjà conquises), mais le fait qu'aux côtés de la régularisation des contractuels (volet sur lequel beaucoup a été fait), figure en bonne place l'histoire du statut particulier, autorise à faire la moue sur le sérieux de la démarche, et de ses initiateurs. En effet, ce statut, dont il est proposé, autant dire, exigé, la révision, dont la version actuelle ne remonte pas à la nuit des temps mais à... 2 012, a été conçu et adopté avec la participation des premiers concernés, ces mêmes syndicats, en leur qualité de représentants des enseignants, ou censés l'être, qui aujourd'hui se rétractent !... Cette histoire de grève, unique volet dans lequel ces travailleurs sont ponctuels, qui revient à un rythme cyclique, aurait été rangée dans les annales classiques de perturbations de production s'il s'agissait d'usines de bonbons, de parpaing ou même de pain et si elle ne concernait une denrée autrement plus précieuse, qui est l'avenir de nos enfants, donc celui de l'Algérie. Très souvent, on voit d'éminents experts et des pédagogues de renom s'échiner à décortiquer les failles de notre système éducatif et proposer des solutions à leurs yeux idoines, en termes de programmes scolaires et de moyens humains et matériels à mettre en œuvre, dans l'espoir de hisser un tant soit peu ce fameux niveau de l'école algérienne. Qualifié ici de « niveau caniveau », là encore de « symbole d'une école sinistrée », ce pauvre niveau, talon d'Achille de notre système éducatif, est appréhendé en écartant et en faisant abstraction d'un élément pourtant déterminant, à savoir ces grèves cycliques dans les écoles, collèges et lycées. Or, le vrai niveau à élever, celui qui conditionne tout le reste, est celui de la conscience professionnelle des enseignants, qu'on n'a au demeurant jamais vu faire grève dans les cours particuliers, à titre privé bien sûr, qu'ils donnent, au mépris de la noble vocation censée être la leur, à ces mêmes élèves qu'ils sabotent dans l'école publique...

N.S.

Amara Benyounès à Tlemcen

« Arrêtons de parler importation »

Le ministre du Commerce Amara Benyounès a affirmé, hier à Tlemcen, que l'heure de mettre en place une économie d'entreprise fiable dédiée, entre autres à l'exportation, est arrivée.

« Nous devons parler sérieusement des exportations et procéder à la mise en place de mécanismes adéquats pouvant aider les entreprises algériennes à exporter leurs produits vers l'étranger », a-t-il déclaré à la presse, hier à Ghazaouet (Tlemcen), à la fin de sa visite de travail d'une journée dans la wilaya de Tlemcen.

Selon lui, il n'est plus question de parler d'importation désormais. « Arrêtons de parler de l'importation pour ce qui est du commerce extérieur », a-t-il lancé.

Il a rassuré les exportateurs, notamment ceux dont les entreprises n'ont pas encore percé sur le marché ou faute de moyens, de procéder au démarchage à l'étranger. Il a tenu à rassurer que l'Etat accordera son aide pour permettre à ces entreprises d'aller vers l'exportation.

Le ministre du Commerce a, par ailleurs, insisté sur le fait que l'Etat algérien ne chan-

gera pas sa politique de subventions. « L'Etat algérien maintiendra sa politique de subvention des produits alimentaires », a-t-il dit à ce propos, ajoutant que « les subventions sont pour le peuple algérien et non pour les autres pays », référence faite à la contrebande et le trafic de diverses marchandises à travers la frontière ouest du pays.

Sur ce sujet, il fera savoir que tous les moyens nécessaires seront mis en place pour lutter contre ce phénomène qu'est la contrebande. « Nous allons utiliser l'ensemble des moyens réglementaires pour freiner et arrêter, par la suite, ce phénomène de fraude et de sortie des produits subventionnés à destination de l'étranger ».

Amara Benyounès annonce, par la même occasion, la tenue, fin mars, d'une conférence « importante » portant sur le commerce extérieur. Durant cette conférence, a-t-il expliqué, « nous allons débattre des problèmes liés aux exportations ».

Par le biais de cette conférence, l'occasion sera donnée aux experts et intervenants en matière de commerce extérieur de discuter de cette problématique que connaît notre

pays.

Cette conférence, a-t-il annoncé, « sortira avec un certain nombre de recommandations qui seront par la suite transmises au gouvernement en vue de lui permettre de trancher sur la question ».

Durant cette journée où il a pu visiter plusieurs opérateurs économiques basés dans la wilaya de Tlemcen, dont des exportateurs, le ministre du Commerce a également procédé à l'inauguration d'une future usine dans la ville frontalière de Ghazaouet, en sus de l'inspection de divers chantiers en cours. Il a également distribué, au niveau de la localité de Remchi, des locaux commerciaux à 96 personnes. Sur ce sujet, justement, il a annoncé que d'ici à la fin du mois de février, pas moins de 140 personnes bénéficieront de locaux devant leur permettre d'entreprendre une activité commerciale dans cette même bourgade mitoyenne avec le chef-lieu de Tlemcen.

De notre envoyé spécial à Tlemcen, Massinissa Benlakehal

La fédération au sujet de la prise en charge des insuffisants rénaux

«Défaillance» de certaines cliniques privées

■ La Fédération nationale des insuffisants rénaux (Fnir) a relevé des défaillances dans la prise en charge des séances d'hémodialyse dans certaines cliniques relevant du secteur privé, selon son porte-parole, Mohamed Boukhors. Ces cliniques «ne donnent pas les doses d'hormone antianémique en fonction des besoins du malade», a affirmé M. Boukhors à l'APS, attribuant le fait à la convention signée entre ces dernières et la Caisse nationale de sécurité sociale (Cnas) qui ne fixe pas le dosage à prescrire.

Par Salem K.

Il a déploré, à ce propos, le calvaire que vivent les insuffisants rénaux, qualifiant leur situation de «catastrophique» d'autant que les cas d'anémie augmentent de plus en plus chez ces malades. Il a par ailleurs dit ne pas comprendre l'exigence de la Cnas que les séances d'hémodialyse soient supervisées par un néphrologue au niveau des cliniques privées conventionnées.

Thala Hamza

La RN 09 fermée par des citoyens qui réclament de l'électricité

QUELQUES familles issues du village Ath L'hadj, dans la commune de Thala Hamza, ont fermé hier matin une voie de la RN 09, perturbant fortement le trafic routier sur cet axe en ce début de semaine. Privées d'électricité depuis plusieurs années, ces familles, qui ont tapé à toutes les portes pour trouver une solution, ont décidé de bloquer la route au niveau d'Iryahen comme ultime recours. Cette situation est née suite à un litige entre ces familles et un propriétaire terrien qui refuse la pose de pylônes pour le raccordement des foyers concernés en énergie électrique. Les mécontents estiment que cet individu a indûment occupé 2 ha appartenant aux domaines. Hier, ils ont interpellé le wali afin d'intervenir et mettre fin à leur calvaire, et le directeur des domaines afin d'œuvrer pour récupérer le terrain squatté par l'individu et régler ce litige en vue de bénéficiaire de l'énergie électrique. Dans le feu de l'action, ils ont menacé de «maintenir» le blocage de la route au cas où les choses restent en l'état. A noter aussi que les transporteurs urbains assurant les dessertes entre l'arrêt terminus «Porte Sarazine» (port de Béjaïa) et les villages de Aïn Skhoune, Taghzouyt et l'université Abderrahmane-Mira ont débrayé hier afin de protester contre l'état de délabrement de la route devenue impraticable après le lancement des travaux de réalisation de la voirie par la direction de l'hydraulique. Des travaux qui accusent, selon eux, un grand retard et qui empêche l'APC d'intervenir pour l'aménagement de la route qui s'est dégradée suite aux dernières pluies diluviennes.

H. Cherfa



PH/DOR

L'opération peut être effectuée par un réanimateur ou un anesthésiste, a-t-il soutenu, précisant que le néphrologue ne fait que prescrire le traitement et suivre le malade avant de l'orienter vers l'hémodialyse lorsqu'il arrive à un stade avancé de la maladie. Il s'est par ailleurs interrogé pourquoi la Cnas ne prend-elle pas en charge la dialyse péritonéale au domicile du malade assuré. Parmi les problèmes auxquels font face les insuffisants rénaux, le porte-parole de la Fnir a cité la pose de la fistule pour faciliter la dialyse qui nécessite le transfert des malades vers les cliniques privées, les obligeant à assumer le coût de l'opération estimé à 20 000 dinars pour les adultes et 30 000 dinars pour les enfants.

Cette opération peut se faire en milieu hospitalier pour alléger les dépenses du malade, a préconisé M. Boukhors. Le même constat a été fait par le porte-parole de la Fnir concernant la pose du cathéter, déplorant que «plusieurs malades soient contraints de payer 8 000 dinars pour cette opération et 120 000 DA lorsqu'il s'agit d'un sujet jeune», a-t-il ajouté. M. Boukhors regrette que la prise en charge de ces dispositifs par la sécurité sociale ne concerne que trois cliniques seulement au niveau national (Alger et Annaba). Le malade ne peut les acquérir qu'au bout de 15 jours malgré l'urgence. Après l'accord de la Cnas, il doit se déplacer vers ces cliniques privées (Alger, Annaba)

ou des examens supplémentaires et coûteux lui sont prescrits. Le porte-parole de la fédération a indiqué avoir adressé plusieurs correspondances au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale concernant l'état de l'hémodialyse et les pratiques des cliniques privées à l'insu de la Cnas. Aucune suite ne m'a été donnée, a-t-il affirmé. Il a également demandé au ministère de la Solidarité nationale de lui remettre une copie de la convention conclue avec la Cnas mais le ministère a refusé, a-t-il ajouté.

Obligation de préparer deux dialysés au moins par an à une

greffe
Le responsable de la cellule de conventionnement de la Caisse nationale des assurances sociales (Cnas), Mustapha Ghalmi, a indiqué que les cliniques privées d'hémodialyse étaient désormais contraintes de préparer à la greffe deux dialysés par an au moins. Dans une déclaration à l'APS, le spécialiste a précisé que la Cnas a procédé à la révision d'une convention conclue avec les cliniques privées d'hémodialyse, en introduisant des clauses faisant obligation à ces établissements de préparer deux malades dialysés par an pour une transplantation rénale. Adopté par le gouvernement, le nouveau texte prévoit la facilitation des opérations d'hémodialyse dans les cliniques en introduisant l'utilisant de la carte Chifa, a indiqué le D'Ghalmi. Les cliniques privées, a-t-il ajouté, sont désormais contraintes de faire un bilan pré-greffe d'au moins deux malades par an, et ce, en coordination avec le ministère de la Santé et les centres de référence spécialisés en la matière. 500 opérations qui viendront s'ajouter à celles programmées par les centres de référence relevant du secteur public seront pratiquées dans le cadre de cette convention, ce qui va réduire, a-t-il estimé, le nombre d'insuffisants rénaux soumis à l'hémodialyse, un procédé aux complications lourdes sur le long terme.

S. K./APS

Tramway

Le tronçon Café Chergui - Dergana mis en service en avril

La ligne de tramway reliant Café Chergui à Dergana (Alger-est) entrera en service au mois d'avril prochain, selon un communiqué du ministère des Transports. Après un retard accusé dans la réalisation de ce tronçon dû à plusieurs facteurs dont les problèmes d'expropriation, les entraves liées aux travaux de transport des équipements routiers et l'opération de transfert des différents réseaux souterrains, le tronçon est enfin achevé.

Les essais techniques lancés la semaine dernière au niveau de cette ligne devront, selon la même source, se poursuivre en février et mars prochains en prévision de la mise en service du projet en avril prochain.

Le ministre des Transports, Amar Ghoul, qui a effectué jeudi dernier une visite d'inspection à

ce projet, a donné des «instructions strictes pour sécuriser ce moyen de transport», ajoute le communiqué.

Les travaux «avancent bien»

Le ministre des transports, Amar Ghoul, a annoncé la mise en service de la ligne de métro Hai Al-Badr/El-Harrach durant le premier semestre 2015, une ligne de 4 kilomètres qui compte quatre stations implantées dans les communes de Bachdjrah et El Harrach traversant l'Oued El Harrach à une profondeur de 12 m sous sol. Les travaux du projet de la ligne reliant la Grande Poste à la place des Martyrs jusqu'à Bab Al-Oued devraient être finalisés avant la fin du mois en cours, a poursuivi le

ministre, affirmant que les «travaux avancent bien du fait que les délais ont été respectés dans la réalisation de tous les chantiers». Il a précisé, dans ce sens, que les travaux du génie civil ont été achevés qu'il s'agisse de l'extension de la ligne Hai Al-Badr/El-Harrach ou la Grande Poste-Place des Martyrs. Il ne reste que l'installation des rails et les travaux d'aménagement.

A cette occasion, le ministre a enjoint l'entreprise en charge des travaux du métro de finaliser le projet de la ligne Hai Al-Badr-Aïn Naâdja dans les délais.

L'entreprise Métro d'Alger prépare actuellement le commencement des travaux de réalisation des prochaines lignes de métro, reliant Aïn Naâdja à Baraki, Chérâga à Dély Ibrahim et Bab El-Oued à Chevalley.

Sarah H./APS

Schiste

Sonatrach ne va pas interrompre le forage des puits-pilotes

Le groupe Sonatrach ne va pas arrêter les travaux de forage menés dans les puits-pilotes de schiste à In Salah, a indiqué dimanche son P-DG par intérim, Saïd Sahnoun.

«Nous n'allons pas interrompre

l'activité forage des puits-pilotes de schiste à In Salah», a déclaré M. Sahnoun lors d'une conférence de presse animée dimanche à Alger.

Selon lui, Sonatrach va achever dans quelques jours le forage

du deuxième puits-pilote de schiste à Ahnet, après le premier déjà réalisé dans le même bassin. «Nous sommes sur le point d'achever cet ouvrage, c'est une question de quelques jours. Dès que nous terminerons, l'appareil

(de forage) sera transporté vers un autre site d'exploration pour lequel il est programmé», a-t-il ajouté sans identifier le nom du deuxième bassin qui fera l'objet d'exploration après celui d'Ahnet.

R. N.

Matériaux de construction

Hausse continue des importations

■ Les quantités importées des principaux matériaux de construction (ciments, bois, fer, céramique, aluminium et articles de robinetterie) sont passées de 8,92 millions de tonnes en 2013 à 10,31 millions de tonnes en 2014, en hausse de 15,6%.



Par Fateh A.

Les importations des matériaux de construction ont poursuivi leur hausse en valeur et en quantité durant l'année 2014, en s'établissant à 3,65 milliards de dollars (mds usd) contre 3,43 mds usd en 2013, en augmentation de 6,41%, selon les services douaniers. Les quantités importées des principaux matériaux de construction (ciments, bois, fer, céramique, aluminium et articles de robinetterie) sont passées de 8,92 millions de tonnes en 2013 à 10,31 millions de tonnes en 2014, en hausse de 15,6%, précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis). Par catégorie de produits, la facture des importations des ciments (ciments portland, ciments alumineux, ciments hydrauliques...) a atteint 513,67 millions usd l'année dernière contre 400,08 millions usd en 2013, en hausse de 28,4%. La quantité des ciments importés a connu une augmentation de

29,11%, passant de 4,434 millions de tonnes en 2013 à 5,725 millions de tonnes en 2014. Cette hausse est due essentiellement au lancement des différents chantiers dans le secteur du BTPH dont les nouveaux programmes de logements toutes formules confondues. Les pouvoirs publics ont entamé la réalisation de nouvelles cimenteries qui devraient permettre de combler un déficit de plus de trois millions de tonnes/an dans un marché en pleine expansion. Estimée à 18 millions de tonnes/an, la production nationale de ciment est dominée par le secteur public, notamment par le Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica) qui produit plus de 11,5 millions de tonnes par an, représentant 65% de la production nationale globale, le reste (35%) étant assuré par le secteur privé. Les statistiques du Cnis montrent, par ailleurs, une hausse de près de 15% de la facture des importations du bois qui est passée de 731,77 millions usd pour une quantité de 1,394

million de tonnes en 2013 à 841,22 millions usd pour 1,524 million de tonnes en 2014. En dépit d'un recul de 4,5%, la facture des importations de fer et d'acier reste la plus importante parmi les matériaux de construction importés puisqu'elle a représenté 57,56% du total de la facture en 2014 avec des achats à l'extérieur de près de 1,84 md usd en 2014 contre 1,92 md usd en 2013. Les quantités importées de ces deux produits ont connu une légère baisse à 2,965 millions de tonnes en 2014 contre près de 3 millions de tonnes une année auparavant, soit un recul de 1,16%. Pour les importations des produits de céramique (briques, dalles, carreaux et autres articles similaires), elles ont atteint 81,68 millions usd (53 376 tonnes) en 2014 contre 52,16 millions usd (59 713 tonnes) en 2013, en hausse de plus de 56% en valeur, précise le Cnis. Quant aux articles de robinetterie, ils ont connu une hausse de près de 15% en valeur à 345,98 millions usd (27 912 tonnes) en 2014

contre 300,88 millions usd (22 455 tonnes) en 2013. La facture des importations de l'aluminium a été, elle aussi, en augmentation en 2014 à 34,57 millions usd (14 323 tonnes) contre 26,07 millions usd (11 104 tonnes) en 2013, soit une hausse de 32,6% en valeur, détaille la même source.

Des mesures pour contenir la hausse des importations

Afin de freiner l'accroissement de la facture des importations des matériaux de construction et de promouvoir la production nationale, le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a émis une circulaire en décembre dernier dans laquelle il interdit aux promoteurs chargés de la réalisation des différents projets financés totalement ou partiellement par l'Etat, de recourir aux matériaux importés si le même produit est fabriqué localement et présente une qualité égale. C'est dans ce sens que le ministère compte se réunir prochainement avec les directeurs des Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI), qui détiennent la majorité des projets de logements publics afin d'affiner les modalités d'application de cette instruction. En fait, les promoteurs publics seront tenus de stipuler, dans les marchés signés avec les entreprises de réalisation, l'utilisation des produits algériens avec l'obligation de joindre aux contrats les factures établies par les entreprises de fabrication des matériaux de construction activant en Algérie.

F. A./APS

Secteur pétrolier
La chute des cours du brut est due au poids des dettes

LA FORTE chute des cours du pétrole ne s'explique pas seulement par l'offre et la demande mais aussi par le poids de la dette et des instruments de couverture utilisés sur le marché pétrolier, a expliqué la Banque des règlements internationaux (BRI) dans une analyse. «Les changements dans la production et la consommation semblent loin de fournir une explication pleinement satisfaisante pour l'effondrement brutal dans les prix du pétrole», ont estimé les auteurs de l'étude préliminaire sur le pétrole, réalisée par la BRI. Après s'être maintenu pendant quatre ans aux environs de 100 dollars, le prix du baril a chuté d'environ 50% depuis le début du second semestre 2014, a rappelé la BRI basée à Bâle. En 1996 et en 2008, les fortes corrections sur les cours de l'or noir s'expliquaient par une contraction importante de la consommation ou par une hausse significative de la production, ce qui n'est pas le cas dans le récent mouvement puisque la production est restée proche des attentes tandis que la consommation n'a été qu'un peu plus faible que prévu, ont-ils argumenté. La baisse des cours, compte tenu de son ampleur, n'est pas sans rappeler les mouvements observés sur les actifs financiers, dont l'évolution dépend des anticipations quant aux conditions futures de marché. A cet égard, la décision de l'Opep de ne pas réduire la production a été un facteur-clé de la baisse des cours, selon cette étude. D'après les auteurs de cette étude, d'autres facteurs pourraient cependant avoir amplifié la correction, l'un d'entre eux étant la dette accumulée par les acteurs du secteur pétrolier qui ont multiplié les émissions d'obligations ces dernières années. Toutefois, la baisse des cours réduit la valeur des actifs pétroliers utilisés pour garantir les emprunts, et a pour effet d'affaiblir leurs bilans, conduisant à un resserrement des conditions de crédit. De plus, la chute des cours pèse sur leurs flux de trésorerie, augmentant le risque de défaut pour le paiement des intérêts. De surcroît, de nombreuses sociétés domiciliées en dehors des Etats-Unis ont emprunté en dollar, alors que cette devise s'est fortement ré-appréciée. Le second facteur tient à l'abondance de liquidités qui a facilité le recours aux instruments de couverture sur les marchés dérivés par le biais de «swap dealers», les opérateurs sur contrats d'échange. Néanmoins, dans une phase de «volatilité accrue» et de «pression sur les bilans», ces derniers pourraient être «moins disposés» à vendre des instruments de couverture aux producteurs de pétrole, ont-ils pointé.

Yanis T./Agence

Téléphonie mobile

ORANGE : Une boutique et des perspectives



L'opérateur de téléphonie mobile Orange a ouvert, samedi 7 février, sa première boutique officielle en Algérie via sa filiale de distribution et de services Orange Horizons, en partenariat avec la société algérienne Gentech, distributeur officiel de plusieurs marques de téléphones portables (Samsung, ZTE...). Située sur le boulevard de Sidi Yahia, à Hydra, le magasin propose

une large gamme de téléphones mobiles et Smartphones des grands fabricants mondiaux (Samsung, Sony, Nokia...), des tablettes numériques et quelques modèles d'ordinateurs portables, ainsi que des accessoires pour les différents appareils. Orange Algérie propose également certains services aux abonnés de l'opérateur établis à l'étranger et de passage en Algérie. Parmi eux : l'activation à distance du service "roaming" (appels à l'international, internet). L'opérateur mondial compte, progressivement, développer son réseau et les services offerts dans le pays, notamment dans la capitale, sous réserve d'obtenir les autorisations des autorités algériennes. Au sujet de la présence d'Orange en tant qu'opérateur en Algérie, le groupe est en négociation avec le gouverne-

ment algérien dans cette perspective.

Magda M.

Pour rappel, Orange, anciennement France Télécom, est une entreprise française de télécommunications. Elle emploie près de 172 000 personnes, dont 105 000 en France, et sert en 2013 près de 236 millions de clients dans le monde. En 2013, l'entreprise est leader ou second opérateur dans 75 % des pays européens où elle est implantée et dans 83 % des pays en Afrique et au Moyen-Orient. Orange est présent sur de nombreux marchés dans le monde dans au moins 34 pays et a vocation à recentrer son activité sur des zones prioritaires, notamment en Afrique. Les implantations de l'entreprise en Europe. France, Roumanie, Slovaquie et Royaume-Uni: entreprise leader en téléphonie mobile. Belgique, Pologne: 2e entreprise de téléphonie mobile. Autriche, Espagne, Portugal: 3e entreprise de téléphonie mobile. Pays-Bas: 5e entreprise de téléphonie mobile.

Mounia Meslem au sujet de l'exploitation de l'enfance

La conjoncture actuelle «exige l'anticipation des événements»

«Nous devons garder toujours à l'esprit les discours prônant la culture de la paix en tant qu'acquis indispensable et objectif important, d'autant que la conjoncture actuelle exige l'anticipation des événements favorisant l'exploitation des enfants dans des conflits qui ne servent pas leurs intérêts», a indiqué la ministre dans une allocution à l'occasion de la cérémonie de distinction des lauréats au concours international de dessin organisé par l'établissement espagnol non gouvernemental (paix-coopération).

Par Faten D./APS

La ministre de la Solidarité sociale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mounia Meslem, a affirmé, samedi à Alger, que la conjoncture actuelle exigeait l'anticipation des événements favorisant l'exploitation des enfants dans des conflits qui ne servent pas leurs intérêts.

«Nous devons garder toujours à l'esprit les discours prônant la culture de la paix en tant qu'acquis indispensable et objectif important, d'autant que la conjoncture actuelle exige l'anticipation des événements favori-

sant l'exploitation des enfants dans des conflits qui ne servent pas leurs intérêts», a indiqué la ministre dans une allocution à l'occasion de la cérémonie de distinction des lauréats au concours international de dessin organisé par l'établissement espagnol non gouvernemental (paix-coopération).

Elle a souligné, dans ce contexte, la nécessité de préserver les actions favorisant l'émergence de jeunes artistes et créateurs dans un monde qui aspire à instaurer le dialogue des civilisations et consolider les relations constructives qui puisent leurs origines dans les valeurs sociales pour éloigner les enfants des fléaux sociaux.

La même responsable a rappelé que le président de la République accorde une «importance particulière» aux enfants, à travers ses orientations pour une prise en charge totale de leurs préoccupations légitimes.

Elle a rappelé, en outre, que «l'Algérie salue» de telles expériences (concours internationaux pour enfants) qui sont, selon elle, un exercice pour «la mise en place d'une plate-forme fertile permettant aux enfants de déve-



Ph. > D. R.

de l'enfant à l'école qui doit constituer un espace de réussite et de prospérité de l'enfant et la mise en valeur de ses talents créatifs».

De son côté, le fondateur et le directeur de l'établissement espagnol (paix-coopération), Joaquin Antunia, a salué dans une déclaration à la presse les efforts de l'Algérie pour l'instauration de la paix dans le monde, notamment à travers l'Organisation des Nations unies sous la direction du Président Abdelaziz Bouteflika, soulignant que «le Président Bouteflika est connu, depuis qu'il était ministre des Affaires étrangères, pour sa lutte en faveur des causes de paix dans le monde».

Il a appelé les peuples de la région et les acteurs de la société civile à la nécessité de promouvoir la culture de la paix dans la région de la Méditerranée, soulignant que l'enfance constitue l'outil privilégié pour la concrétisation de cette culture.

L'édition 2015 du concours sera placée sous le thème «La technologie au service de la paix».

F. D./APS

Pose d'implants cochléaires 36 opérations prévues au profit d'enfants atteints de surdité

TRENTE-SIX opérations de pose d'implants cochléaires au profit d'enfants atteints de surdité sont au programme 2015 de l'Etablissement hospitalier public (EHP) Mohamed-Boudiaf de Ouargla, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (DSPRH).

Entamées au mois de janvier dernier, ces interventions ayant permis jusque-là la pose, avec succès, de 11 implants cochléaires au profit d'enfants atteints de surdité, ont été effectuées sous la conduite d'une équipe de spécialistes du Centre hospitalo-universitaire Mustapha-Pacha d'Alger dans le cadre du programme de jumelage entre les deux établissements hospitaliers, a précisé le DSPRH. Relevant que cette opération devra profiter prochainement à un nombre similaire d'enfants, suivie d'autres interventions du même genre jusqu'à atteindre le nombre ciblé (36 opérations), Abdelbaki Bouhafas a précisé que 64 demandes relatives à la pose de pareilles prothèses ont été déposées au niveau des services du secteur de la santé de Ouargla.

Lancée pour la première fois en 2009, l'opération d'implants cochléaires a donné lieu, jusqu'à fin 2014, à l'initiation, avec succès, de pas moins de 36 interventions chirurgicales, a rappelé, de son côté, le directeur de l'EHP de Ouargla, Fadel Mousadek.

R. S.

opper leurs talents et leurs capacités créatives».

M^{me} Meslem a précisé que la réussite de trois enfants et d'un encadreur algériens ainsi que de deux établissements au concours international de dessin organisé par l'établissement (paix-coopération) en 2014 sous

le thème «La famille entre traditions et modernité» est une «reconnaissance à l'effort et à la persévérance».

Pour sa part, la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, a affirmé que l'aspect culturel jouait un «rôle important» dans la préparation

Investissements

Les jeunes promoteurs se tournent de plus en plus vers l'agriculture

Les jeunes promoteurs financés par les dispositifs de soutien à l'emploi se tournent de plus en plus, ces dernières années dans la wilaya de Jijel, vers l'agriculture, a affirmé dimanche à l'APS le secrétaire général de la chambre de l'agriculture, Yacine Zeddani.

Cet engouement grandissant est notamment observé pour les élevages bovin et caprin laitiers, les cultures maraîchères sous serre et la location de matériels agricoles, créneaux les plus sollicités par de nombreux jeunes promoteurs de la région au cours de l'année écoulée, a fait savoir ce responsable.

Durant 2014, pas moins de 534 dossiers ont été validés pour un montant de plus de 1,75 milliard de dinars dans le cadre des dispositifs de l'Ansej (Agence nationale de sou-

tien à l'emploi des jeunes) et de la Cnac (Caisse nationale d'assurances chômage), a également précisé M. Zeddani.

De leur côté, les responsables de l'Ansej ont indiqué que le créneau de la location de matériels agricoles a attiré le plus grand nombre de jeunes promoteurs (179 dossiers validés), ce qui va induire une plus importante mécanisation des travaux de sols et de traitement.

Cette activité de service est talonnée par l'élevage bovin laitier (139 projets), avec une moyenne de huit têtes par projet, permettant une augmentation du nombre de têtes bovines laitières de race améliorée de 1 112 bêtes, a encore indiqué M. Zeddani.

Outre l'augmentation du cheptel, il est attendu une production moyenne de 20 litres

par jour et par tête, pour une production totale de lait de 2,35 millions de litres/an à la faveur du dispositif de la Cnac, selon les responsables de cette caisse.

Les responsables locaux du secteur agricole ont toutefois relevé, parmi les contraintes rencontrées, une «lenteur» entre la validation des projets par les différents comités de sélection et leur financement par les banques partenaires.

Une situation qui, souvent, conduit la Chambre d'agriculture à intervenir auprès de l'Ansej et de la Cnac pour proroger la durée de validité des décisions dont ont bénéficié les jeunes pour la création d'une activité dans le secteur de l'agriculture, a-t-on signalé.

K.L.

Naftal/Pour couvrir la demande

21 000 bonbonnes de gaz butane/jour

L'entreprise Naftal à Tيارت livre 21 000 bonbonnes de gaz butane par jour pour couvrir la demande, depuis ces trois jours marqués par les chutes de neige, a-t-on appris samedi du directeur de son unité de production.

Cette quantité représente une hausse de 9 000 bonbonnes par rapport à la demande en temps

normal (moins de 12 000 bonbonnes/jour), a indiqué Rabah Benaïchouba.

La neige est à l'origine de perturbations de la circulation automobile dans plusieurs axes routiers, rendant l'approvisionnement en gaz butane difficile dans certaines zones isolées, surtout dans les dairas de Frennda, Medroussa, Chehaima et

Meghila, a relevé le même responsable. Les services de Naftal ont convenu, avec les communes des zones concernées, d'utiliser leurs moyens de transport pour acheminer les bonbonnes de gaz et les distribuer aux citoyens.

Par ailleurs, la direction de l'énergie entend lancer «prochainement» les travaux de raccorde-

ment au réseau de gaz de ville dans les localités de Melaab (Frennda) et de Taslemt (Sebaine), puis dans les communes de Tida, Essebt et hai Benamara à Aïn El Hadid.

Le taux de raccordement au réseau de gaz de ville a atteint, à Tيارت, actuellement 85%, a ajouté la même source.

Kamel L.

Reprise hier des négociations sur le climat

A Genève, 195 pays se penchent sur le futur accord

■ Il s'agit de la première réunion formelle depuis deux mois. Elle est destinée à préparer le texte du grand accord que doivent signer en décembre à Paris 195 Etats, toujours divisés sur plusieurs points-clés.

Par Ramy G.

Ces discussions intermédiaires, sous l'égide de l'ONU, visent à aboutir en fin d'année à l'accord le plus ambitieux jamais signé pour lutter contre le réchauffement climatique, entente universelle devant prendre le relais du protocole de Kyoto pour l'après-2020. Elles doivent s'ouvrir à 09h00 GMT par une séance plénière avant de laisser place aux sessions de travail à huis clos.

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, sera présent en fin de journée «pour faire le point des négociations sur l'avancement du futur accord». «La session de Genève étant la seule session de négociation d'ici mai, son objectif est de produire le texte de négociation le 13 février à l'issue des travaux», ont souligné dans une note les deux co-présidents des débats, l'Algérien Ahmed Djoghlaïf et l'Américain Daniel Reifsnnyder, appelant à des discussions «constructives». L'objectif est connu : il faut limiter la hausse de la température mondiale à +2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, faute de quoi la science prévoit un dérèglement climatique lourd de conséquences sur les écosystèmes, les sociétés et les économies, en particulier des régions les plus pauvres. Or au rythme actuel, le monde file vers +4 à 5° à la fin du siècle si aucune mesure draconienne n'est prise pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, liées notamment à l'usage massif d'énergies fossiles. Lundi encore, l'Organisation météorologique mondiale confirmait que l'année



2014 avait été la plus chaude jamais enregistrée sur la terre, suivant une tendance de fond.

«Nous devons déclencher une profonde "dé-carbonisation" de l'économie mondiale et pour finir atteindre dans la seconde moitié de ce siècle la "neutralité climatique"», c'est-à-dire un équilibre entre les émissions et la capacité de la terre à les absorber, explique la responsable climat de l'ONU, Christiana Figueres. Pour autant, M^{me} Figueres a d'ores et déjà prévenu qu'il ne fallait pas attendre de Genève un texte finalisé, mais plutôt espérer un document reflétant un peu mieux les points communs. «Nous espérons que les gouvernements seront

capables de travailler ensemble pour produire un texte plus gérable. Ce n'est jamais garanti», a-t-elle dit.

De fait, les Etats se divisent autour des moyens à mettre en œuvre, comme le reflète le brouillon d'accord de 37 pages qui sera étudié à Genève, et qui propose un éventail d'options

Confiance entre gouvernements sur des questions-clés

Comment répartir la charge des réductions d'émissions entre pays du Nord et pays du Sud, nations vulnérables, moins préparées, en demande d'énergie ? Quelle place réserver aux grands

pays émergents : Chine, Inde... ? Les pays en développement attendent aussi des développés qu'ils mobilisent les fonds promis pour financer à la fois les mesures d'adaptation et de lutte contre le réchauffement climatique (100 milliards de dollars annuels d'ici 2020). «Nous devons nous assurer que cet accord soit non seulement ambitieux et tourné vers l'avenir, mais aussi juste et équitable», a déclaré, à la veille de la réunion, le président du groupe des pays les moins avancés (LDC). Parallèlement aux négociations, les Etats sont invités à communiquer au cours de l'année leurs engagements en matière de coupes dans leurs émissions.

Inconnue du futur accord : quel mécanisme de révision et de progression pour ces engagements, à ce stade insuffisants pour tenir la trajectoire des 2° ? Et puis quelle forme juridique donner à la future entente de Paris ? Et quelle action nouvelle pour la période 2015-2020, que les scientifiques considèrent comme critique ? «Renforcer la confiance entre gouvernements» sera un point critique, souligne le Fonds mondial pour la nature (WWF), doté du statut d'observateur aux débats, pour qui l'urgence impose désormais à chacun de «sortir de sa routine».

R. G./Agence

Catastrophes naturelles En 2014, moins de pertes humaines et matérielles qu'en 2013

LES DÉASTRES ont causé 7 700 décès et coûté près de 93 milliards d'euros l'année passée.

Les catastrophes naturelles en 2014 ont coûté nettement moins de vies humaines et causé moins de dégâts matériels que celles de 2013, selon une étude publiée par Munich Re. Le géant allemand de la réassurance, dont l'étude annuelle fait référence en la matière, estime à 110 milliards de dollars (93 milliards d'euros) les coûts cumulés des catastrophes de l'an dernier, moins que l'année précédente (140 milliards de dollars) et que la moyenne des dix et même des 30 dernières années. Les désastres de 2014 ont entraîné 7 700 décès, les inondations en Inde et au Pakistan en septembre représentant les plus meurtriers avec 665 victimes. Le nombre de morts liés aux catastrophes naturelles est très en-dessous du chiffre de l'année précédente (21 000) et des moyennes des dernières années, et renoue avec le niveau de 1984. Ces chiffres sont «une bonne nouvelle», a commenté dans un communiqué Torsten Jeworek, membre du directoire de Munich Re, et s'expliquent entre autres par le fait qu'en beaucoup d'endroits les autorités ont mis les populations à l'abri à temps, ainsi en Inde à l'approche du cyclone Hudhud ou aux Philippines avant le typhon Hagupit.

Planet.info

Nucléaire

Kerry a rencontré à Munich son homologue iranien

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a rencontré hier matin, pour la 2^e fois à Munich, son homologue iranien Mohammad Javad Zarif pour des discussions qui n'avaient pas été annoncées sur le programme nucléaire de l'Iran. Cette nouvelle rencontre entre les deux responsables a eu lieu en marge de la conférence sur la sécurité qui se tient dans la ville du sud de l'Allemagne alors que le groupe 5+1 (Etats-Unis, Chine, France, Royaume-Uni, Russie et Allemagne) tente de boucler avec l'Iran un accord politique sur son programme nucléaire.

Peu de détails ont filtré sur les discussions avec Téhéran mais les grandes puissances espèrent trouver un accord politique avant le 31 mars, pour ensuite conclure un accord global final incluant tous les aspects techniques le 30 juin au plus tard. Les grandes puissances exigent que l'Iran réduise ses capacités nucléaires afin d'empêcher qu'il puisse disposer un jour de la bombe atomique.

Téhéran, qui dément tout caractère militaire de son programme, revendique son droit à une filière nucléaire civile complète et demande la levée totale des sanctions économiques occidentales.

Ces négociations ont redémarré en novembre 2013 sur la base d'un accord intérimaire gelant certaines activités sensibles de l'Iran en échange d'une levée partielle des sanctions très pénalisantes contre l'économie iranienne. Mais le scepticisme règne sur l'issue positive des discussions avec l'Iran, celles-ci ayant déjà été prolongées à deux reprises.

M. Kerry a rencontré M. Zarif à de nombreuses occasions ces derniers mois, souvent en Europe.

Les équipes ont également négocié au niveau politique. Mais les prises de position des «durs» à Téhéran comme à Washington, où le Congrès dominé par les républicains veut imposer de nouvelles sanctions contre l'Iran, compliquent la donne. Par ailleurs, le

ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a déclaré hier qu'un nouveau report de la date butoir pour aboutir à un accord sur le programme nucléaire de Téhéran n'était «dans l'intérêt de personne». «Je crois qu'une nouvelle extension n'est dans l'intérêt de personne», a déclaré M. Zarif. «Si nous n'arrivons pas à un accord, ce ne sera pas la fin du monde. On aura essayé, on aura échoué (...) on trouvera d'autres procédures», a-t-il poursuivi. Un nouvel entretien entre MM. Kerry et Zarif a duré environ 90 minutes, a-t-on précisé dans l'entourage du secrétaire d'Etat américain.

Les grandes puissances exigent que l'Iran réduise ses capacités nucléaires afin d'empêcher qu'il puisse disposer un jour de la bombe atomique. Téhéran, qui dément tout caractère militaire de son programme, revendique son droit à une filière nucléaire civile complète et demande la levée totale des sanctions économiques occidentales.

Faten D./APS

L'Ordre des médecins au sujet du déficit en spécialistes dans le Sud

Les mesures incitatives adoptées récemment «sont insuffisantes»

■ Le président du Conseil national de l'Ordre des médecins, Mohamed Bekkat Berkani, a estimé que les mesures incitatives adoptées récemment par l'Etat en vue de combler le déficit enregistré en matière de couverture sanitaire dans les régions du Sud et des Hauts-Plateaux, notamment en médecins spécialistes, restaient insuffisantes.

Par Souhila K.

«Les efforts consentis par l'Etat et les mesures incitatives adoptées récemment pour couvrir le déficit en médecins spécialistes dans les régions du Sud et des Hauts-Plateaux, dans le cadre du service civil restent insuffisants», a déclaré le responsable à l'APS, expliquant que toutes les mesures adoptées jusqu'à présent avaient montré leurs limites. «Les populations du Sud et des Hauts-Plateaux ont surtout

besoin de pédiatres, de gynécologues-obstétriciens, d'anesthésistes-réanimateurs et d'oncologues», a poursuivi M. Bekkat qui a remis en cause l'efficacité du procédé mis en œuvre dans l'affectation des praticiens spécialistes dans ces régions. Les pouvoirs publics devraient envisager des mesures «exceptionnelles» pour le secteur de la santé dans les régions du Sud afin de garantir une couverture sanitaire globale et l'équité dans l'accès aux soins, a-t-il préconisé. Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a affecté 350 médecins, dans le cadre du service civil, dans le sud du pays en vue de combler le manque enregistré en praticiens spécialistes dans ces régions. Outre l'affectation chaque année de praticiens spécialistes dans ces wilayas, l'Etat œuvre à faciliter leur mission, en leur garantissant des



Ph. > D. R.

logements de fonction, une formation continue dans différentes spécialités et de meilleures conditions de travail, pour renforcer les 4 337 praticiens généralistes du secteur public établis dans le sud du pays.

Ces régions comptent également 897 praticiens spécialistes (médecins, chirurgiens, dentistes et pharmaciens) relevant du secteur public, ainsi que ceux du secteur privé, dont 520 médecins généralistes, 337 chirurgiens dentistes, 847 pharmaciens d'officine et 338 praticiens spécialistes, outre 370 praticiens inspecteurs de santé publique des deux secteurs. Les wilayas concernées par ces affectations

sont Adrar, Laghouat, Biskra, Béchar, Tamanrasset, Ouargla, Illizi, Tindouf, Ghardaïa et El-Oued. Dans ce cadre et en application des directives du président de la République, le Premier ministre a donné des instructions pour que les secteurs concernés par la mise à disposition de logements de fonction (habitat et collectivités locales) mettent en œuvre un programme spécial sur la base des besoins exprimés par le secteur de la santé, à l'effet de permettre l'affectation d'autant de médecins spécialistes. Par ailleurs, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek

Boudiaf, avait exposé, la semaine dernière, lors de la présentation du plan d'action du secteur pour l'année 2015, un programme spécial Sud et Hauts-Plateaux afin d'améliorer la couverture sanitaire dans ces régions. Au regard de la spécificité des régions du Grand Sud, ce programme tient compte de la distance séparant les agglomérations, du phénomène du nomadisme, des données épidémiologiques spécifiques à la région et de l'importance des frontières qui concernent plusieurs wilayas du Sud, avait expliqué le ministre. Outre une plus grande concrétisation du principe de la décentralisation de la gestion des établissements de santé, aussi bien pour ce qui concerne la gestion financière que pour la ressource humaine, le ministère a adopté une nouvelle carte sanitaire adaptée aux spécificités des régions du Sud, de manière à permettre une plus grande efficacité de la gestion et une meilleure offre de soins. L'intensification des opérations de jumelage avec les établissements hospitaliers du nord du pays, initiées par le ministère de tutelle, a permis de couvrir une partie du manque en praticiens spécialistes, d'assurer l'accès aux soins des populations du sud du pays.

S.K./APS

Bronchite chronique Une alimentation saine réduit les risques

UNE ALIMENTATION saine et équilibrée réduit les risques de développer une bronchite chronique, selon une étude publiée ce mois de février. La bronchopneumopathie chronique obstructive (BPCO), aussi appelée bronchite chronique, est une maladie respiratoire généralement causée par le tabagisme. Toutefois, un tiers des personnes qui la développent ne fument pas. Dans une étude publiée dans le *British Medical Journal*, des chercheurs français et américains se sont donc penchés sur les autres facteurs entrant en jeu dans la pathologie. Entre 1984 à 2000, ils ont ainsi suivi l'alimentation de 73 228 femmes et entre 1986 à 1998, celle de 47 228 hommes. Parmi les volontaires, ceux dont l'alimentation était la plus saine diminuaient leurs risques d'un tiers de développer une bronchite chronique par rapport aux autres qui se nourrissaient mal. Des conclusions prometteuses également valables chez les fumeurs et les ex-fumeurs. Pour les scientifiques, une nourriture saine doit comprendre beaucoup de céréales complètes, de noix et de poissons gras riches en oméga-3 (saumon, sardine, maquereau...) et doit être pauvre en viandes rouges et en boissons sucrées. Ces résultats confirment l'importance d'une alimentation saine dans les traitements préventifs de la BPCO. R.G.

Lutte contre le cancer

Création de 3 unités de prise en charge gratuite à Boumerdès

Trois services de prise en charge gratuite des cancéreux ont été créés, dernièrement, au niveau des hôpitaux de Bordj Menaï, Thénia et Dellys, de la wilaya de Boumerdès, a-t-on appris, samedi, du directeur de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

«Ces services destinés à la lutte, au traitement et à la détection précoce du cancer, ont été équipés de tous les moyens médicaux nécessaires pour une bonne prise en charge des malades», a indiqué à l'APS Haddad Fellah, en marge d'une journée d'étude sur la prévention et la sensibilisation contre le cancer. Dans son intervention, à cette occasion, D' Timadjar Nacera a relevé une «aggravation des cas d'atteintes par le cancer à travers le monde».

Selon les dernières statistiques officielles en la matière, il a été recensé 84 millions de cas d'atteintes par le cancer, à l'échelle mondiale, alors que 45 000 cas/an ont été enregistrés, en Algérie, a révélé cette spécialiste, soulignant que cette maladie chronique touche aussi bien les jeunes, les personnes âgées, que les enfants.

A l'origine de cette maladie grave, D' Timadjar a cité le facteur héréditaire, en cause dans 10% des cas, tandis que le mauvais régime alimentaire, caractérisé par la consommation de plats rapides, de conserves et de plats surgelés est en cause dans 30 à 40% des cas, alors que l'obésité l'est dans 4% des cas d'atteintes. D'autres facteurs sont également considérés comme à risques, à l'instar de l'éclairage artificiel

émanant des écrans des téléviseurs et des ordinateurs, ainsi que les veilles prolongées, qui peuvent à la longue détériorer les cellules du cerveau, a observé l'intervenante. «La prévention est possible contre cette maladie», a-t-elle néanmoins assuré, soulignant les multiples bienfaits d'une pratique sportive saine et d'une diète alimentaire adaptée, comportant des légumes, des céréales, du thé vert, et de l'ail surtout, avec l'évitement des tensions psycho-sociales. Pour le responsable du secteur, les activités de «sensibilisation» sont dotées d'un rôle d'importance dans l'atténuation du nombre d'atteintes par le cancer du sein notamment, ceci ajouté à «l'ancrage d'une culture préventive», et la «détection précoce» de la maladie.

Ahmed T.

VIH, syphilis

Un accessoire pour smartphone dépiste les virus en 15 minutes

C'est une petite révolution médicale : un accessoire pour smartphone permet de dépister le VIH et la syphilis en moins de 15 minutes avec la même efficacité qu'un laboratoire à plusieurs milliers de dollars. Il suffit d'une goutte de sang, prélevée par le petit appareil, puis une app s'occupe de l'analyse. Samuel Sia, de l'université Columbia, a mené un programme test auprès de 96 patients au Rwanda, et les résultats sont publiés dans la revue *Science Translational Medicine*. Le système a trois avantages.

Il ne coûte que 34 dollars,

contre 18 000 dollars pour l'équipement des laboratoires qui réalisent des tests Elisa, et il est bien plus fiable, selon les chercheurs, que les dépistages «à la maison» déjà existants, qui doivent toujours être complétés par des analyses supplémentaires.

Surtout, il est auto-alimenté par la prise jack du smartphone et ne nécessite donc pas d'être branché sur secteur, un point capital pour mener des programmes dans des zones reculées. Selon Samuel Sia, il n'y a pas besoin d'avoir de compétences techniques pour utiliser

l'appareil. Une formation d'une demi-heure suffit pour apprendre à s'en servir et à décrypter les résultats.

Les smartphones sont en train de bouleverser les diagnostics médicaux. Examens oculaires, détection de Parkinson, de la malaria ou du VIH, suivi de sa glycémie, nos téléphones sont en train de devenir des laboratoires ambulants boostés par la puissance du Cloud.

Dans les pays en voie de développement, l'informatique et Internet n'ont pas décollé dans les années 90-2000, notamment à cause de la lour-

deur de l'équipement et des infrastructures.

De nombreux pays sont directement passés au téléphone portable et migrent vers le smartphone.

Selon IDC, les ventes ont triplé au dernier trimestre 2014 par rapport à l'année précédente. Avec des smartphones à moins de 50 euros, la tendance devrait se poursuivre. Selon Informa, un Africain sur trois devrait avoir un smartphone en 2017.

Y.B.

Pomme de terre hors-saison

Une récolte de 11 200 tonnes attendue à Boumerdès

■ Entamée à la mi-janvier écoulé, la présente campagne, qui s'annonce de «bon augure», a touché, à ce jour, une surface de 320 ha, dont la production a atteint les 8 900 tonnes, sur une superficie ciblée de 400 ha.

Par Maya D./APS

Une récolte prévisionnelle de près de 11 200 tonnes de pomme de terre hors saison est attendue à Boumerdès, soit en hausse comparativement à la campagne écoulée (2014), durant laquelle la production avait été estimée à 9 000 tonnes de pomme de terre non saisonnière, a-t-on indiqué au niveau de la Direction locale des services agricoles (DSA).

Entamée à la mi-janvier écoulé, la présente campagne, qui s'annonce de «bon augure», a touché, à ce jour, une surface de 320 ha, dont la production a atteint les 8 900 tonnes, sur une

superficie ciblée de 400 ha, a fait savoir la même source.

Selon les estimations de la DSA, le rendement a atteint 280 quintaux/ha au niveau de certains champs, «un indice attestant d'une bonne saison», pour les techniciens de cette direction, prévoyant, en outre, une production de pas moins de 1 000 tonnes de pommes de terre de semences sur une superficie ciblée de 42 hectares.

Parallèlement à cette campagne de récolte, actuellement arrêtée à cause des intempéries, les agriculteurs de la wilaya s'attendent à la campagne de culture de pomme de terre saisonnière,

sur une superficie ciblée de 3 000 ha, destinée à la consommation, et de 75 ha destinés aux semences de pomme de terre, a-t-on informé de même source.

«Les intempéries sévissant actuellement dans la région vont retarder la campagne de culture de pomme de terre de saison au-delà du mois courant», prévoit-on, par ailleurs.

Selon les objectifs fixés par le contrat de performance de la wilaya pour la filière, la production en la matière devrait atteindre au moins 73 500 tonnes de pomme de terre de saison, destinée à la consommation, en plus de 2 000 tonnes de pomme de terre de semences.

A noter que le cours de ce produit agricole, très prisé par les ménages algériens, connaît une «hausse importante», ces dernières semaines, au niveau des marchés de la région, où il



Ph. : DR

est écoulé dans une fourchette entre 70 et 90 DA/kg, voire même 100/kg, à certaines périodes, a-t-on constaté sur

place.

M. D./APS

Skikda

Un programme de formation pour les producteurs de pomme de terre

Un programme de formation destiné aux agriculteurs activant dans la filière de la pomme de terre va être lancé «dès le mois de février en cours» dans la wilaya de Skikda, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

La formation avait été recommandée lors d'une réunion qui avait regroupé, en fin de semaine dernière, des cadres de la DSA, de la chambre de l'agriculture et de l'institut technique des

cultures maraîchères et industrielles (ITCMI) d'El Tarf, a précisé la même source.

La formation qui se poursuivra jusqu'au mois de mai prochain vise la vulgarisation des techniques d'ensemencement, de récolte et de stockage de ce produit agricole de large consommation, a-t-on indiqué.

La wilaya de Skikda, qui dispose de 13 établissements spécialisés dans la production de semence de pomme de terre,

blanche et rouge, est considérée comme leader national en la matière, a-t-on affirmé.

Ces entreprises qui approvisionnent les cultivateurs des wilayas de l'Est, du Sud et même de l'Ouest du pays, sont implantées dans les communes de Salah-Bouchaour, de Tamalous, de Ben Azzou, d'El Harrouch et de Ramdane-Djamel, a-t-on fait savoir.

La superficie réservée, dans cette wilaya, à la culture de

pomme de terre est estimée à 4 520 hectares.

Les rendements obtenus y atteignent les 276 quintaux à l'hectare pour la pomme de terre destinée à la consommation et les 22 quintaux à l'hectare pour les semences, avec une capacité de stockage au froid de 59 000 m³, permettant l'entreposage de 30 000 tonnes de ce tubercule, a-t-on souligné à la DSA.

R. R.

Djelfa

Une enveloppe de 2,5 milliards de dinars pour les PCD en 2015

Une enveloppe de 2,5 milliards de DA a été allouée aux projets inscrits au titre des Plans communaux de développement (PCD) de la wilaya de Djelfa, durant cet exercice 2015, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Cette dotation est destinée à la concrétisation de 286 opérations, a indiqué dernièrement le wali lors d'une rencontre consacrée au bilan d'activités 2014, de différents secteurs de développement, durant laquelle il

avait insisté sur «l'accélération des procédures d'élaboration des cahiers des charges relatifs à ces opérations, ainsi que la désignation des entreprises réalisatrices». Abdelkader Djelaoui avait, particulièrement souligné le caractère «prioritaire» de ces opérations, destinées à la couverture des besoins vitaux des citoyens en matière d'alimentation en eau potable (AEP), assainissement, aménagement urbain, électrification publique et routes communales. Selon le

bilan d'activités 2014 de la wilaya, présenté à l'occasion, toutes les opérations de développement inscrites en 2014, au nombre de 600, «ont été effectivement lancées en chantier». En 2014, la wilaya a bénéficié d'une enveloppe globale de 39,635 milliards de DA, dont plus de 11 milliards mobilisés aux Plans sectoriels de développement (PSD), 1,7 milliard aux PCD et 26 milliards au Fonds de développement des Hauts-Plateaux.

Salim O.

Céréaliculture

Accroissement des surfaces emblavées à Guelma

Les surfaces réservées à la culture des différentes espèces céréalières, dans la wilaya de Guelma, se sont accrues au cours de cette campagne agricole 2014-2015, a-t-on indiqué à la Direction des services agricoles. Les labours-semailles ont donné lieu au traitement d'une superficie globale de 83 550 hectares, contre 82 400 hectares lors de la précédente campagne, a précisé cette source. L'augmentation des surfaces emblavées devrait favoriser l'amélioration, par rapport à la saison précédente, de la

production de céréales dans cette wilaya où près de 2,37 millions de quintaux avaient été moissonnés en 2013-2014, a-t-on affirmé. La même source a précisé que les surfaces dédiées au blé dur atteignent, cette année les 60 251 hectares, tandis que le blé tendre a été semé sur 12 535 hectares, l'orge sur 10 620 hectares et l'avoine sur 144 hectares. Les mesures incitatives initiées par l'Etat au profit des céréaliculteurs, la pluviométrie favorable et le nombre important d'agriculteurs ayant rejoint la filière céréalière ont

contribué à l'extension des surfaces exploitées, a-t-on ajouté, citant, parmi les mesures de soutien, le crédit R'fig qui a bénéficié à 2 139 agriculteurs, soit 21 % de plus comparativement à la saison précédente. La Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de Guelma a distribué 97 609 quintaux de semences et d'engrais, a fait savoir la même source, signalant que les producteurs s'orientent davantage vers les techniques culturales modernes.

S. F.

Sétif / Formation professionnelle
Les structures de jeunesse s'impliquent dans la sensibilisation des jeunes

L'OFFICE des établissements de jeunesse (ODEJ) de Sétif vient d'initier une campagne de sensibilisation auprès des jeunes exclus du système scolaire afin de les inciter à rejoindre les établissements de formation professionnelle, a indiqué un cadre de l'Office. L'initiative procède d'une volonté d'expliquer aux jeunes de la wilaya que l'obtention d'un diplôme professionnel leur garantit une insertion réussie dans le monde du travail, a indiqué le responsable de la communication à l'ODEJ de Sétif, Abdelhak Boudissa. Cette campagne de sensibilisation qui débutera dimanche pour se poursuivre jusqu'à la fin du mois en cours, a été initiée en prévision de la rentrée de février dans les centres de formation professionnelle où il est encore possible de s'inscrire, a précisé ce responsable. Les jeunes n'ayant pu, pour une raison ou une autre, poursuivre leur cursus scolaire, seront informés, tout au long de la campagne, des différentes spécialités ouvertes, «suffisamment nombreuses et diversifiées pour permettre à chacun de se consacrer à une activité professionnelle selon ses aptitudes et son penchant pour tel ou tel autre métier», a souligné M. Boudissa. L'implication des structures de jeunesse dans la sensibilisation des jeunes chômeurs aux opportunités ouvertes par la formation professionnelle, en termes de qualification ou d'apprentissage, est également de nature, selon le même responsable, à susciter une collaboration «active et utile» entre l'ODEJ et le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, a indiqué M. Boudissa.

H. M.



Irak

Au moins 32 morts à Bagdad, le couvre-feu levé

■ Le couvre-feu nocturne en vigueur depuis des années à Bagdad a été levé samedi à minuit (21h00 GMT), alors qu'au moins 32 personnes ont été tuées au cours des heures précédentes dans des attaques dans la capitale irakienne.

Par Ali O.

A lors que l'organisation jhadiste État islamique (EI) contrôle de larges pans du territoire irakien, Bagdad est considérée comme à l'abri d'une attaque majeure des jihadistes. Mais elle reste la cible d'attentats réguliers visant en particulier les forces de sécurité ou la communauté chiite.

Samedi, l'attaque la plus sanglante s'est produite dans un restaurant du quartier Bagdad al-Jadida (est), vers 11h00 (08h00 GMT). Un kamikaze a fait détonner sa ceinture d'explosifs, tuant au moins 23 personnes et faisant près de 43 blessés, selon des responsables.

Une autre attaque, dont le mode opératoire reste encore incertain, a fait au moins neuf morts et 28 blessés dans un centre commercial du cœur de la capitale irakienne.

Malgré les attaques régulières visant Bagdad, le couvre-feu nocturne a été levé samedi à minuit (21h00 GMT) à la demande du Premier ministre Haider al-Abadi qui a ordonné cette mesure afin que «la vie soit aussi normale que possible bien que (le gouvernement) soit

engagé dans une guerre».

Les cafés et restaurants, qui pourrissent rester ouverts après minuit, espéraient une hausse de leur activité avec la fin du couvre-feu. Symboliquement, l'attaque de samedi a visé l'un d'eux.

Le couvre-feu avait été établi afin de mettre un frein aux violences particulièrement meurtrières du milieu des années 2000. Les heures du couvre-feu ont varié au fil des années, mais il était récemment en vigueur de minuit à 05h00 locales (21h00 à 02h00 GMT).

Selon un communiqué de son bureau, M. Abadi a en outre demandé que les rues importantes de la capitale soient rouvertes «afin de faciliter le mouvement des citoyens» et que les quartiers d'Azamiyah et Kazimiyah, dans le nord de Bagdad, soient des «zones démilitarisées».

Les barrages de l'armée et de la police à travers Bagdad causent d'énormes embouteillages, ce qui exaspère nombre d'habitants de la capitale.

Alors que dans le nord et l'ouest du pays, les forces kurdes et l'armée gouvernementale, appuyée par des



milices alliées, tentent de poursuivre leur reconquête des régions tombées aux mains de l'EI, un nouveau charnier a été découvert dans un secteur récemment libéré.

Cette fosse commune, mise au jour vendredi près du village de Bardiyane (nord), sur la base d'une information donnée par un habitant, contenait les restes des corps de 23 hommes yazidis, a indiqué le porte-parole du ministère des Martyrs de la région autonome du Kurdistan irakien. Fouad Othmane a précisé que les victimes avaient toutes été tuées par balles et que certaines avaient

les mains attachées.

Dimanche dernier, des combattants kurdes avaient déjà découvert les restes des corps de 25 Yazidis – hommes, enfants et femmes – dans un charnier situé plus au sud, dans le secteur du Mont Sinjar, un fief de cette communauté kurdeophone.

Et selon M. Othmane, des dizaines d'autres corps se trouveraient dans un autre charnier dans le secteur d'Hardane.

Considérée comme hérétique par l'EI, la minorité yazidie a été particulièrement visée par les jihadistes. Ils ont procédé à de multiples exécutions

d'hommes et enlevé des centaines, sinon des milliers, de femmes, vendues comme épouses aux jihadistes ou réduites à l'état d'esclave sexuelle, selon Amnesty International.

L'EI multiplie les exactions dans les régions sous son contrôle en Irak comme en Syrie voisine, où il est impliqué dans la guerre depuis 2013. Les défenseurs des droits de l'Homme et l'ONU ont accusé cette organisation ultra-radicalisée de nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité.

A. O.



Points chauds

Pudeur

Par Fouzia Mahmoudi

La place de Nicolas Sarkozy à la présidentielle de 2017 est aujourd'hui officiellement en danger après que celui-ci ait, d'après le plus récent sondage, chuté de plus de 26 points chez les sympathisants UMP. En effet, un peu moins de 40% des sympathisants UMP souhaitent la candidature de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2017, contre 65% en septembre dernier, soit une chute de 26 points en cinq mois, selon un sondage publié samedi. A la question « *parmi les personnalités suivantes, laquelle préférez-vous voir représenter l'UMP à l'élection présidentielle de 2017 ?*», 39% répondent Nicolas Sarkozy, contre 65% (-26 points) en septembre, au lendemain de l'annonce de sa candidature à la présidence de l'UMP. Ce chiffre était de 70% en janvier 2014. Le président de l'UMP ne devance plus que de 6 points Alain Juppé, lequel recueille 33% d'avis favorables des sympathisants. En septembre, Nicolas Sarkozy devançait le maire de Bordeaux de 44 points. 12% des sympathisants citent Bruno Le Maire, 11% François Fillon, 3% Xavier Bertrand et 1% Jean-François Copé. Nicolas Sarkozy perd également 27 points chez les sympathisants de la droite, passant de 52 à 25% d'opinions favorables à sa candidature. Alain Juppé le devance de deux points (27% d'opinions favorables). Enfin, selon cette étude, si l'on interroge l'ensemble des Français, 43% (+3 points par rapport à septembre) préfèrent Alain Juppé comme candidat UMP à la présidentielle, 13% Nicolas Sarkozy (-14 points), 13% Bruno Le Maire et 9% François Fillon. Ainsi, Nicolas Sarkozy, loin de renforcer sa position de leader de droite depuis sa prise de pouvoir à l'UMP semble au contraire avoir perdu de son aura post-présidentielle. De plus, le houleux épisode concernant les consignes de vote quant à l'élection législative partielle dans le Doubs a fini de ternir son image de leader. Car non seulement il a été incapable d'empêcher chaque ténor de son parti de donner de la voix et de montrer à quel point l'UMP était déchiré sur cette question, mais surtout Sarkozy a été incapable d'imposer son choix de ne pas donner de consigne de vote aux électeurs de droite, le Bureau politique ayant choisi d'adopter la ligne du «*ni, ni*» (ni FN, ni PS). Un moment de faiblesse dont aura tout de suite tenté de profiter François Hollande qui a alors reproché de ne pas se prononcer contre le FN dans le Doubs. Un reproche auquel a immédiatement répondu Sarkozy en demandant au président de faire preuve de «*pudeur*», samedi lors du Conseil national de son parti. «*Je veux combattre le FN et ceux qui font monter le FN*», a affirmé Sarkozy. «*Quand M^{me} (Marine) Le Pen a appelé à s'abstenir entre François Hollande et moi en 2012 pour faire barrage à ma candidature, je n'ai pas entendu M. François Hollande exprimer son bouleversement parce que M^{me} Le Pen s'abstenait*», a argué l'ex-chef de l'Etat. «*Je lui demande de la pudeur lorsque nous avons décidé que ce ne serait ni le Front national, ni le PS, que l'UMP soutiendrait dans la 4^e circonscription du Doubs*», a-t-il ajouté. Reste à savoir si la stratégie adoptée par le président de l'UMP se révélera payante ou si le FN continuera d'attirer les électeurs déçus par une droite traditionnelle qu'ils estiment être aujourd'hui trop molle. Le retour de Sarkozy est pour le moment plus difficile qu'il ne devait se l'imaginer et la primaire de droite s'annonce encore plus compliquée alors qu'Alain Juppé, son premier adversaire sur la route jusqu'à l'Élysée, ne cesse de faire de nouveaux émules.

F. M.

Nigeria

Elections générales reportées pour raisons de sécurité

Les élections présidentielle et parlementaire au Nigeria ont été reportées de six semaines, au 28 mars, a annoncé la commission électorale samedi soir, cédant à des demandes liées aux difficultés logistiques et craintes pour la sécurité en raison des attaques de Boko Haram.

«*Il y a un certain nombre de questions qui sont cruciales pour les élections, comme la sécurité qui n'est pas sous le contrôle de la Commission électorale nationale indépendante (Inec)*», a déclaré le président de l'Inec, Attahiru Jega, devant la presse à Abuja peu avant 23h00 locales (22h00 GMT), à sept jours de la date initiale du vote.

«*Si la sécurité du personnel, des électeurs, des observateurs électoraux et du matériel électoral ne peut pas être garantie, la vie de jeunes hommes et femmes innocents ainsi que la perspective d'élections libres, justes et crédibles seraient grandement compromises*», a-t-il affirmé, s'exprimant à l'issue de plusieurs rencontres à huis clos avec la classe politique, la société civile et les membres de l'organe électoral.

Par conséquent, la commission électorale a donné suite à une demande faite par le conseiller national à la sécurité du Nigeria, Sambo Dasuki, qui a sollicité un report des élections «*de six semaines au moins*».

Les élections présidentielles et parlementaires, qui devaient se tenir le 14 février, ont été repoussées au 28 mars. Les élections de gouverneurs ont été décalées également de six semaines, au 11 avril.

Jusqu'à samedi, l'Inec, sous forte pression, avait résisté aux demandes

de report des scrutins qui se sont multipliées ces dernières semaines dans le pays, y compris au sein d'instances officielles, et elle avait assuré à plusieurs reprises être prête pour l'échéance du 14 février.

Au total, 14 candidats sont en lice pour la présidentielle qui, selon plusieurs analystes, devrait se jouer entre deux favoris : le chef de l'Etat sortant Goodluck Jonathan, 57 ans, sous les couleurs du Parti démocratique populaire (PDP) et l'ex-général Muhammadu Buhari, 72 ans, en compétition pour le Congrès progressiste (ACP), principale formation de l'opposition. Avant la déclaration de M. Jega, le secrétaire national du PDP, Wale Oladipo, a assuré que sa formation se rangerait à la décision de la commission électorale.

Après l'annonce du report, l'APC – qui était contre tout changement du calendrier électoral – a dénoncé dans un communiqué «*un recul majeur pour la démocratie nigérienne*», promettant d'informer les Nigériens sur sa décision «*dans les prochains jours*».

Des analystes ont affirmé craindre que le report ne donne lieu à des violences politiques dans le pays où en 2011, des troubles électoraux ont fait un millier de morts.

Samedi à Abuja, des manifestations hostiles à un changement de calendrier électoral ont défilé dans les rues, brandissant des pancartes où l'on pouvait lire : «*Dites non au report des élections*», tandis que dans un communiqué commun, plusieurs organisations de la société civile avaient invité l'Inec à «*résister à la pression militaire*» et à refuser un report. Outre la crainte de la réédi-

tion de violences, l'organisation du scrutin cette année est surtout mise à mal par les exactions de Boko Haram dans l'extrême nord-est du pays.

Ces derniers mois, les islamistes armés ont mis en déroute l'armée et pris le contrôle de vastes territoires dans le nord-est, rendant impossible le vote de plusieurs centaines de milliers d'électeurs dans trois Etats de la région.

Beaucoup craignent que Boko Haram, dont l'insurrection et sa répression ont fait depuis 2009 plus de 13 000 morts et 1,5 million de déplacés, ne profite des rassemblements d'électeurs pour commettre de nouveaux massacres.

Pour Ryan Cummings, responsable Afrique du cabinet de consultants en sécurité Red24, il est surprenant de reporter les scrutins en raison de l'insurrection islamiste, qui ne serait pas résolue en six semaines.

Actuellement, le groupe islamiste «*revendique le contrôle (partiel ou total) de 20 des 27 municipalités de l'Etat de Borno, et de deux dans chacune des Etats de Yobe et de l'Adamawa*» (...) Déloger Boko Haram de toutes ces zones en l'espace de six semaines serait un exploit sans précédent», a estimé M. Cummings.

Autre casse-tête dans l'organisation des élections au Nigeria : la distribution des cartes d'électeurs (PVC). D'après l'Inec, 68,8 millions de Nigériens (sur une population globale de 173 millions d'habitants) sont inscrits sur les listes électorales.

Jusqu'à samedi, près de 46 millions de PVC (soit 66% du total) avaient été distribués, a indiqué Attahiru Jega.



Baisse de la production et des cours pétroliers

Les Occidentaux «craignent» la faillite de la Libye

■ Les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et l'Espagne, ont exprimé leur inquiétude, ce samedi, quant aux risques de faillite qu'encourt la Libye si la production pétrolière et les cours sur les marchés internationaux continuent de baisser.

Par Salim K./Agence

«**C**ompte tenu de la faiblesse de la production de pétrole et des cours, la Libye fait face à un déficit budgétaire qui peut potentiellement absorber toutes ses recettes financières si la situation ne se stabilise pas», lit-on dans un communiqué, repris par l'AFP.

La Libye, qui dépend à plus de 95% des exportations des hydrocarbures qui couvrent 75% des revenus du pays, a été durement affectée, ces derniers mois, par l'effet combiné de la chute des prix du pétrole sur les cours mondiaux et la baisse drastique de la production.

La production des hydrocarbures est tombée à moins de 350 000 barils par jour, contre 1,6 millions b/j avant la révolte de 2011 qui a vu la chute du régime du colonel Kaddafi.

«Le pays a accumulé des réserves financières substan-

tielles, mais la combinaison de prix bas et de production faible ont forcé le gouvernement à puiser dedans. Evaluées à 100 milliards de dollars en août 2014, ces réserves ont chuté de 20% depuis le début de l'année et pourraient être épuisées en seulement quatre ans si la situation actuelle perdure», prévient la Banque mondiale dans son dernier bulletin trimestriel.

L'institution financière a mis en garde contre les conséquences de la baisse des recettes pétrolières surtout «si les factions politiques ne parviennent pas à trouver un accord».

Sur le terrain, les ingrédients pour une solution rapide à la crise politique ne sont pas encore réunis. La réunion Onusienne de Genève s'est soldée par un échec et les combats se poursuivent autour du Croissant pétrolier. Les villes du Nord connaissent un regain de violence, fait d'affrontements entre l'armée



PH. : DR

nationale libyenne et les groupes et milices armés. Des tribus libyennes dont la grande tribu de Kufra au sud-est du pays, refusent catégoriquement la participation de certaines milices armées comme Fadjr Libya au dialogue inter-libyen, comme proposé mardi dernier par l'émissaire des Nations unies, Bernardino Leon.

Attendu pour les prochains jours en Libye, ce dialogue qui

tâtonne depuis septembre dernier, en raison du refus de chacun des Parlements (Tripoli et Tobrouk) de reconnaître l'autre comme partie légitime de ce dialogue, pourrait néanmoins s'accélérer si les deux belligérants acceptent l'initiative de résolution de cette crise constitutionnelle, formulée ce samedi par l'ancien parlementaire libyen du Congrès général national (CGN) Djomaa Atika. Cette initiative

consiste en la création d'une Assemblée nationale provisoire qui se composera de 10 élus de chaque Parlement, représentant les trois régions du pays. Cette Assemblée sera en charge du pouvoir législatif, élira un gouvernement d'union nationale, puis organisera des élections. Les deux Parlements disent soumettre cette initiative à l'étude.

S. K./Agence

Relations bilatérales avec la Tunisie

Bouteflika exprime à Caid Essebsi sa satisfaction

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika a adressé un message de vœux à son homologue tunisien Beji Caid Essebsi, à l'occasion du 57^e anniversaire des événements de Sakiet Sidi Youcef, dans lequel il lui a exprimé sa grande satisfaction quant au niveau des relations privilégiées existant entre les deux pays. «Les peuples algérien et tunisien s'apprêtent à célébrer avec fierté le 57^e anniversaire des événements de Sakiet Sidi Youcef.

En cette occasion mémorable, il m'est agréable de vous présenter, au nom de l'Algérie, peuple et gouvernement et en mon nom personnel, mes chaleureuses félicitations, tout en priant Dieu Tout-Puissant de vous accorder santé et bien-être et à votre peuple davantage de progrès et de prospérité», écrit le Président Bouteflika dans son message.

«Nous glorifions la mémoire de nos valeureux martyrs qui se sont sacrifiés dans cette ville au nom de la liberté, de la dignité et de l'indépendance, et saluons le courage héroïque de nos deux peuples frères face aux colonisateurs en cette journée historique qui restera, pour les générations futures, le symbole suprême de la solidarité et de la fraternité

algéro-tunisienne», souligne le message.

«Je tiens à vous exprimer, par ailleurs, ma grande satisfaction quant au niveau des relations privilégiées existant entre nos deux pays, ainsi que ma volonté d'œuvrer, de concert avec vous, au renforcement de celles-ci et à la réalisation d'un partenariat global

par fidélité à nos martyrs et en consécration des aspirations de nos deux peuples frères», conclut le message du président de la République.

Les élections municipales pourraient se tenir en 2016

Le président de l'Instance supérieure indépendante pour

les élections (ISIE), Chafik Sarsar, a précisé aux médias que la fixation de la date des élections municipales dépend de la promulgation d'un certain nombre de lois.

D'après Chafik Sarsar, l'ISIE prépare les textes juridiques relatifs aux élections municipales pour les présenter à l'Assemblée

des représentants du peuple. «Une fois les textes promulgués, nous pourrions préparer le calendrier des élections municipales», a-t-il déclaré. Il a estimé que ces élections pourraient se tenir en 2016 même si, à ce stade, il n'est pas possible d'avancer de date.

Mondji Tahri

Sahara occidental

Le sommet de Crans Montana à Dakhla, «une violation du droit international»

Le président de la République sahraouie (RASD), Mohamed Abdelaziz, a déclaré, dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, que la tenue du forum Crans Montana dans la ville de Dakhla occupée est «une violation flagrante du droit international», a rapporté l'agence de presse sahraouie.

La même source soutient qu'«à travers son soutien actif et les dispositions et autres facilités qu'il accorde à la tenue d'un forum dans ce qu'il appelle «Dakhla (Maroc)», d'une manière malveillante et trompeuse, le Maroc s'engage de nouveau dans des activités qui violent le

droit international et la position claire de la communauté internationale aux côtés de l'autodétermination du peuple sahraoui», Mohamed Abdelaziz a rappelé, dans sa lettre, la position de l'Union africaine quant au déroulement prévu de ce forum (12-14 mars 2015) dans la ville de Dakhla occupée.

«Nos amis africains prennent la chose très au sérieux, au point que les dirigeants lors du Sommet de l'Union africaine tenu à Addis-Abeba du 30 au 31 janvier 2015 considèrent que l'organisation d'une conférence internationale dans les circonstances actuelles au Sahara occidental occupé est en contradic-

tion avec les efforts de la communauté internationale pour résoudre le conflit au Sahara occidental», écrit le président Abdelaziz. L'Union africaine qui avait «conseillé» au forum suisse «l'annulation» de la réunion prévue dans la ville occupée de Dakhla (Sahara occidental), a considéré le choix comme «une violation flagrante du droit international». Le Président Abdelaziz, qui invite Ban Ki-moon «à veiller à ce qu'aucun fonctionnaire de l'ONU ne participe à ce forum», estime que «l'organisation de cette réunion en ce moment, transformera en farce le slogan de la promotion d'un monde «plus humain et plus

juste», thème sous lequel l'organisation prétend tenir ses activités». Par ailleurs, le président de la RASD a expliqué au SG de l'ONU que «la tenue d'une réunion comme celle là, risquerait également de saper les efforts déployés par votre Envoyé personnel, l'ambassadeur Christopher Ross, pour l'avènement d'une paix juste, durable et mutuellement acceptable entre les deux parties, à même d'assurer une solution politique juste, garantissant l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, conformément aux nombreuses résolutions du Conseil de sécurité».

N. L./ SPS

Assia Djebbar

«Adieu et merci d'avoir été notre fierté»

■ Après l'annonce du décès de l'écrivaine algérienne Assia Djebbar, membre de l'Académie française, les hommages affluent d'un peu partout pour honorer sa mémoire.

Par Magda Malek

Hamid Grine, ministre de la Communication, a tenu à exprimer son émotion. «C'est une femme libre comme les Algériennes le sont. C'est une femme qui a du caractère comme les Algériennes le sont». Il a ensuite salué le courage de la romancière qui a «lutté toute sa vie pour l'émancipation des femmes» et a eu «des positions courageuses durant la guerre de Libération». Et de conclure : «On peut considérer qu'après la cantatrice et écrivaine Taos Amrouche, c'est la plus grande romancière».

Citons aussi ces deux beaux hommages de lectrices d'Assia Djebbar

«Assia Djebbar était une Algérienne aux convictions profondes qui aura poursuivi le parcours lumineux de ses plus belles pensées en produisant une œuvre universelle gratifiante pour l'Algérie, voire l'histoire de la littérature, faisant connaître les particularités de notre civilisation depuis les temps immémoriaux et du sens libérateur d'un Islam fait de générosité, d'altruisme, de fraternité, d'émancipation et de savoir». «Celle dont l'écriture me fascinait est partie. Que vais-je lire après elle ? Elle incarnait la plus cinglante riposte aux Français qui nous regardent de haut. Na-t-elle pas regardé par son immense talent la porte de la prestigieuse Académie française au grand dam de ce raciste de Le Pen ? Que peut-il lui et ses

semblables devant cette "immortelle", sinon de reconnaître leur insignifiance. Paix à l'âme de cette grande dame qui ne s'est jamais gaussée "d'avoir su jongler avec l'imparfait du subjonctif" comme l'ont fait des petites natures pour plaire à leurs maîtres. Elle a su s'élever au firmament par le truchement d'une œuvre dont l'excellence confine de telles fanfaronnades à la médiocrité qui sied à leurs auteurs. Adieu et merci d'avoir été notre fierté». Dans un communiqué, le président de la République François Hollande a d'abord tenu à saluer la mémoire de cette «grande intellectuelle algérienne», «cette femme de conviction, aux identités multiples et fertiles, qui nourrissaient son œuvre, entre l'Algérie et la France, entre le berbère, l'arabe et le français». Dans le salon de l'Hôtel de ville de Paris, qui accueille le 21^e Maghreb des livres, tout le monde salue la mémoire de celle qui était considérée comme une virtuose de la langue française, à commencer par Georges Morin, le directeur de l'événement. «Pour moi, c'est un monument de la littérature algérienne, c'est une femme membre de l'Académie française. Donc elle représente beaucoup de choses. Les jeunes écrivaines algériennes, et même des femmes qui ont maintenant 40-50 ans, m'ont dit tout ce qu'elles avaient comme dette envers Assia Djebbar. Une dette que reconnaît la femme de lettres algérienne Maïssa Bey. J'ai découvert Assia Djebbar avec un texte qu'on a aujourd'hui oublié, qui s'appelle "Les enfants du nouveau monde", et ensuite



avec "Les alouettes naïves". Et ces descriptions qu'elle y faisait de la femme, de l'Algérie, de la colonisation, de la guerre, ont été pour moi des révélateurs de la possibilité pour une femme de dire ce qu'elle pensait, de dire ce qu'elle faisait et c'était essentiel». Assia Djebbar a participé deux fois au Maghreb des livres, un événement qui réunit cette année 130 écrivains. Le hasard fait que deux écrivains emblématiques, et cela bien au-delà de leurs pays et de leur continent africain, meurent pratiquement au même moment et au même âge : l'Algérienne Assia Djebbar avait 78 ans, le Sud-Africain André Brink 79 ans. Pour Sofiane Hadjadj, présent au Salon littéraire Maghreb des livres qui se tient ces 7 et 8 février à Paris, le directeur de la maison d'édition Barzakh, en parlant de ces deux géants, décédés les 5 et 6 février : «Assia Djebbar est un

monument pour moi. C'est l'une des intellectuelles fondatrices du roman maghrébin. Elle a une trajectoire extraordinaire. C'est une perte énorme que je regrette, parce que l'Algérie ne lui a pas donné toute la place qu'elle méritait. Comme l'histoire est toujours un peu cruelle et que son décès intervient au même moment que celui de l'écrivain sud-africain André Brink, permettez-moi de rajouter que pour moi, tout est lié : l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud, l'Algérie et l'Afrique du Sud, l'apartheid et la révolution algérienne, André Brink et Assia Djebbar. C'est le même combat intellectuel. Au-delà du combat militant. Assia Djebbar était historienne de formation, cinéaste et romancière. André Brink était l'un des plus grands romanciers au monde, et leur travail en tant que romancier était exactement le même par rapport à l'Afrique du Sud ou par rapport à l'Algérie.

C'est-à-dire de déconstruire nos pays, de déconstruire l'histoire de nos deux pays, de démythifier l'histoire de ces pays, pour faire surgir la complexité de l'histoire, la complexité humaine de l'histoire. Quand on lit André Brink ou Assia Djebbar, on est bouleversé, parce qu'on met à jour la complexité de l'histoire et non pas les récits mystificateurs que ce soit dans l'Afrique du Sud de l'apartheid ou que ce soit dans l'Algérie de la révolution algérienne. Et je crois que leur décès au même moment, c'est quelque chose de très triste, de très désolant et en même temps j'aime cette idée de lier ces deux points de l'Afrique du Nord et de l'Afrique du Sud, de l'extrême pointe de l'Afrique au Nord, de l'extrême pointe de l'Afrique au Sud. A mon avis, il y a là un symbole très fort.

M. M.

Hommage unanime de la presse algérienne et étrangère

De Paris à Kuala Lumpur en passant par Genève et Madrid, la presse étrangère de dimanche a rendu hommage à l'œuvre de la grande romancière algérienne Assia Djebbar, décédée vendredi, ainsi qu'à son engagement pour l'émancipation des femmes.

En France, où la défunte était membre de l'Académie depuis 2005, la disparition de l'auteure est rapportée par plusieurs titres qui ont salué la «grande voix de l'émancipation des femmes», tout en évoquant son parcours d'écrivain, de cinéaste et d'historienne.

«L'Humanité» écrit que «toute son œuvre était habitée par un engagement en faveur de l'émancipation et des droits de femmes», en particulier les femmes algériennes qui étaient «au cœur» de ses nombreux ouvrages.

Dans son supplément littéraire, «Le nouvel observateur» préfère rappeler que la défunte n'était pas seulement la «première personnalité du Maghreb à avoir été élue à l'Académie française» mais aussi la «première Algérienne, première musulmane et somme toute première africaine à entrer à l'Ecole normale supérieure en 1955», et surtout, une «pionnière de la littérature féminine» avec la parution, en 1957, de son premier roman «La Soif».

Cet engagement pour la cause féminine est également souligné dans l'édition de dimanche du quotidien espagnol «El Mundo» et sur le site de la première chaîne européenne d'information «Euro News».

En Suisse, le journal «New Zürcher Zeitung» estime, pour sa part, qu'avec la mort d'Assia Djebbar, «l'Algérie a perdu une de ses voix les plus célèbres», un avis également partagé par le rédacteur du site d'information «The Malay Online» en Malaisie.

A la «Une» des principaux titres en Algérie

La nouvelle de la disparition de la romancière, cinéaste et académicienne occupait la «Une» de plusieurs titres en Algérie qui ont choisi de saluer la mémoire de «l'icône», de «la grande plume» et de «l'intellectuelle à l'itinéraire exemplaire» à travers des articles, des entretiens et des réactions d'hommes de lettres.

«Noblesse qui meurt» titrait poétiquement, sur fond d'un portrait célèbre en noir et blanc d'Assia Djebbar, le quotidien francophone «Reporters» qui a consacré deux pages à la «vie littéraire foisonnante» de celle qu'il désigne par «l'Immortelle de

Cherchell», en double référence à sa ville natale et à son élection en 2005 à l'Académie française.

Plus sobre avec «Assia Djebbar est morte», «Le Quotidien d'Oran» a choisi, de son côté, de revenir sur le riche parcours littéraire, cinématographique et universitaire de la «défenderesse des droits humains et particulièrement ceux des femmes».

Le rapport particulier à la mémoire dans l'œuvre d'Assia Djebbar qui «n'a jamais renoncé à son algérianité», la portant «autant dans ses romans que dans sa vie et sa beauté», est analysée dans le journal «El Watan» dans un article intitulé «La maison de son père», en référence à l'ultime ouvrage de la défunte, «Nulle part dans la maison de mon père» paru en 2007.

L'auteur de l'article revient également sur les discours prononcés par la défunte à l'Académie française où elle avait, note-t-il, «lâché des mots qui sans doute, n'y avaient jamais été prononcés, sinon du bout des lèvres, revendiquant (Assia Djebbar) pleinement ses origines, dénonçant le colonialisme et son entreprise de négation de la culture algérienne».

Il note, par ailleurs, que son pays qu'elle a aimé «avec une constance filiale» ne

«lui a pas toujours rendu», en évoquant ce qu'il considère comme un manque de reconnaissance et de visibilité de Assia Djebbar en Algérie, un avis aussi développé par le chroniqueur du journal «Liberté» où la disparition de la romancière est également en «Une».

Le journal arabophone «El Khabar» évoque, pour sa part, la disparition d'un auteur «universelle» dont le «nom, écrit-il, pouvait être inscrit dans les listes des plus hautes distinctions littéraires internationales», comme le Prix Nobel pour lequel elle avait été pressentie à de nombreuses reprises.

Ce regret est également exprimé dans les colonnes d'autres titres arabophones comme «Echaâb» ou encore «Sawt Al Ahra» qui ont, en outre, publié des hommages à la défunte recueillis auprès d'écrivains et d'intellectuels de tous horizons.

Le décès à 78 ans de ce grand esprit que fut sans conteste Assia Djebbar a également inondé les réseaux sociaux où l'on ne s'est pas contenté des traditionnels hommages de circonstance mais on y a aussi ouvert un vrai débat sur la pensée et l'engagement de l'écrivaine disparue.

Kamel L.



Musée national d'art moderne et contemporain

Un rendez-vous avec la musique universelle

■ Le Musée national d'art moderne et contemporain accueille depuis le mois de décembre dernier les activités du Festival international d'art contemporain d'Alger. Cette manifestation culturelle a proposé cette année des activités de différentes disciplines artistiques. Des expositions, des débats et des soirées musicales sont au menu des organisateurs. Pour ce week-end, le public a rendez-vous avec une soirée musicale animée par un duo de violoncelle, originaires de Gêne (Italie) et un quintette de saxophone venu de Séville.

Par Abia Selles

Le Musée national d'art moderne et contemporain MAMA n'est pas seulement un espace d'expositions. C'est aussi un établissement où de grands noms de la musique universelle animent des soirées au bonheur des mélomanes. Des soirées de jazz, de musique classique, de flamenco et d'autres styles musicaux ont été organisées dans le hall de ce musée. Pour ce week-end, le MAMA accueille des musiciens originaires de Gêne (Italie) et de Séville.

En effet, cette soirée musicale, prévue pour jeudi prochain, sera animée par un duo de violoncelle originaires de Gêne (Italie) et un quintette de saxophone venu de Séville. Ces musiciens reprendront le temps d'une fin d'après-midi les œuvres de Rossini, Luciano Berio, Phillip Geiss ou encore Pedro Irturralde.

Organisé dans le cadre de Figures Sonores, cycle de concerts imaginé par l'Association pour les Echanges Culturels en Méditerranée (ECUME), cet événement promet un coup de pro-



jecteur sur des talents du pourtour méditerranéen, qui profiteront de cette occasion pour rencontrer et débattre avec le public présent, à l'issue de la représentation.

Le public qui sera présent lors de cette soirée pourra apprécier aussi la collection du Festival International d'Art Contemporain

(FIAC) qui se prolonge jusqu'au 28 février courant.

Il est à rappeler que la sixième édition du Festival International d'Art Contemporain d'Alger (FIAC) qui était inaugurée le 4 décembre dernier a vu la participation de plusieurs artistes de différentes disciplines, à l'image de

photographes, musiciens et plasticiens.

Cette année, le festival a mis en avant le design. Pour expliquer ce choix, les organisateurs de cet événement ont déclaré que la thématique à l'honneur aurait pour objectif principal de définir le «design» au public algérien. Cette

édition nous a fait découvrir le nouveau visage de l'art, notamment avec le graphisme présent à travers une représentation scénique de Cherif Medjebber intitulée «Baba Salem».

L'inauguration du festival a été faite avec deux vernissages d'expositions : «La Techné: L'Art du Design» avec Hellaï Zoubir et une seconde avec les artistes Mourad Krinah et Walid Bouchouchi. Ce rendez-vous culturel et artistique qui devait être clôturé le 31 janvier a été prolongé jusqu'au 28 février courant. **A.S.**

RENDEZ-VOUS CULTURELS

L'espace d'exposition «La Baignoire»
Jusqu'au 28 février : Exposition de photos intitulée «Chawari3»

Salle Ibn Khaldoun
26 février : Concert musical animé par l'artiste jordanienne Macadi Nahhas

Musée public national du Bardo
Jusqu'au mois de mars : Exposition «Pouvoirs des perles d'Afrique» (collection de Tonia Marek).

Théâtre national Algérie Mahieddine-Bachtarzi (Alger)
Mardi 10 février à 19h : L'ambassade de la République populaire de Chine, en collaboration avec le TNA, organise un concert de l'Orchestre symphonique national algérien avec la China NCPA Orchestra, sous la direction du maestro Amine Kouider et avec la participation de Li Zhu (violin), Hongling Liu (soprano) et Jin Zhengian (ténor)

Salle El-Mouggar
Jusqu'au 13 février (sauf le 8 février) : projection du film Harraga Blues de Moussa Haddad, à raison de 4 séances par jour : 14h, 16h, 18h et 20h. Sauf le 12 février, à 14h et 20h et le 13 février à 16h et 20h.

Bibliothèque MultiMédia Bachir-Mentouri
Jusqu'au 28 février : L'établissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, en partenariat avec la maison d'édition Synopsis, organise une exposition de livres.

Musée d'art moderne et contemporain d'Alger
Jusqu'au 28 février : 6e Festival international d'art contemporain.

Maison de la culture de Biskra
Du 16 au 23 février : Festival international de poésie arabe classique de Biskra

Maison de la culture de Tيارت
Du 18 au 23 février : Festival national de la chanson engagée

Festival de théâtre de marionnettes à Ain Témouchent

La troupe Adim Fatiha remporte le grand prix

La troupe de l'association du théâtre de jeunes «Adim Fatiha» de Sidi Bel-Abbès a remporté, samedi à Ain Témouchent, le grand prix du festival national du théâtre de marionnettes (FNCTM) pour sa pièce «Nemla oua Sersour» (La cigale et la fourmi).

Composé de six artistes et d'un régisseur, âgés entre 20 et 30 ans, cette troupe a enlevé le prix du meilleur spectacle complet, doté d'une enveloppe de 600 000 dinars. Ecrite, réalisée et mise en scène par Douila Noureddine, responsable de la troupe, cette pièce de 40 minutes met en relief cette fable de La Fontaine, connue de tous, mais avec

des modifications. «J'ai pris les côtés positifs de la fourmi, soit le travail et la rigueur, et ceux de la cigale, plus versée dans la musique et les loisirs. Je considère que les jeunes spectateurs ont besoin d'un équilibre psychologique», a-t-il indiqué à la presse.

C'est la troisième fois que cette troupe remporte le grand prix du festival d'Ain Témouchent puisqu'elle a été déjà lauréate à deux reprises du grand prix du festival (2009 et 2011). Elle a également remporté, au festival d'Ain Témouchent, les prix des meilleurs manipulateurs (2012), interprétation (2013), rappelle-t-on.

Cette troupe, créée en 1981, active dans

la formation où cinq écoles et deux CEM sont suivis par ses soins, faisant passer le nombre de ses adhérents entre 250 et 300.

Les autres prix sont revenus à l'association «Chihab» d'Annaba pour la meilleure réalisation, l'association «Wissal» de Laghouat pour le prix du jury et l'association de théâtre de jeunes et de l'enfant de Sidi Lahcène à Sidi Bel-Abbès pour la meilleure scénographie.

Trois artistes ont décroché les prix des meilleurs manipulateurs de marionnettes, en l'occurrence Mohamed Miloud d'Ain Témouchent, Lynda Ghenam de Constantine et Houari Bourahla de Chlef. **F.H.**

Théâtre

«Hajret essabr», nouvelle pièce théâtrale de Mourad Senouci

Une nouvelle pièce théâtrale intitulée «Hajret Essabr» (pierre de patience) est actuellement en montage en vue de sa présentation en mars prochain à Annaba, a-t-on appris samedi à Oran auprès de l'auteur, Mourad Senouci. «Il s'agit d'une tragédie adaptée librement du roman de l'afghan Atiq Brahimi, dont la générale sera donnée le 7 mars prochain à Annaba en marge du Festival du théâtre féminin (hors-compétition)», a précisé le dramaturge dans une déclaration à la presse.

La nouvelle œuvre qui s'articule autour des confessions

d'une femme au chevet de son mari agonisant, est mise en scène par l'artiste française Guillemette Grobon qui a à son actif plusieurs rôles à l'écran et vingt années de collaborations bénévoles en Algérie marquées par l'animation de nombreux ateliers de formation, a indiqué M. Senouci.

Le rôle principal est interprété quant à lui par la comédienne algérienne Adila Bendimerad, récompensée à l'échelle internationale pour ses prestations au théâtre comme au cinéma, dont son rôle dans le film «Le Repenti» de Merzak Allouache.

Le texte original de «Hajret Essabr», intitulé «Singué sabour, Pierre de patience», valut le prestigieux Prix Goncourt (2008) à l'afghan Atiq Brahimi qui le réalisa en long métrage deux ans plus tard, remportant le prix du meilleur film au Festival international des jeunes réalisateurs de Saint-Jean-de-Luz (France, 2012). La version théâtrale algérienne de cette œuvre est produite par la coopérative théâtrale «Hammou Boutléis» fondée en 1999 à Oran par un groupe d'artistes, à l'instar de Mourad Senouci et de son comédien fétiche Samir Bouanani.

Une autre pièce théâtrale de Mourad Senouci, intitulée «Adda zine el hedda», sera portée sur les planches du théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran (TRO) au second semestre de l'année en cours. «Adda zine el hedda» est un one-man-show, mis en scène et interprété par Samir Bouanani, qui a joué dans de nombreuses œuvres de Senouci, dont «Metzeouedj fi otla» (un mari en vacances) qui a dépassé le seuil des 200 représentations en Algérie et à l'étranger depuis sa production en juin 2006. **L.B.**

Coup-franc direct



Envers et contre tous !

Par Anouar M.

Le président de la CAF, Issa Hayatou n'a pas froid aux yeux. Interpellé sur tous les problèmes qu'a connu cette édition qui s'est déroulée en Guinée équatoriale, le boss de l'institution africaine, n'a pas trouvé mieux que de sortir une phrase qui dénote du complexe de ce dernier et de sa volonté de détourner l'attention sur les réels problèmes que connaît le football africain et surtout la gestion anarchique et catastrophique de la CAF qui est gangrenée par la corruption et qui ne se soucie que des rentrées d'argent que peut générer une compétition aussi suivie que la CAN. Le président de l'institution africaine accusera les journalistes occidentaux de vouloir pérenniser la colonisation, après qu'ils ont relevé les sanctions «légères» prises à l'encontre du pays organisateur, la Guinée équatoriale après les incidents très graves qui se sont produits lors du match de demi-finale qui a opposé l'équipe locale au Ghana et qui a connu un envahissement de terrain des supporters de la sélection équato-guinéenne. Faut-il remercier la CAF pour nous donner ce genre de spectacle lors d'une CAN qui est suivie par un grand nombre de puristes de la balle mondiale ? C'est ce que veut Hayatou qui continue à croire qu'il a sauvé l'Afrique en trouvant ce pays pour l'organiser après le retrait du Maroc. Il reste envers et contre tous le seul à croire que l'Afrique du football avance alors que c'est tout le contraire qui se produit.

A. M.

CAN-2015 La RD Congo prend la 3^e place

La RD Congo a décroché la 3^e place au classement de la CAN-2015 de football, suite à sa victoire aux tirs au but (4-2) face à la Guinée équatoriale, en match de classement disputé samedi à Malabo. Le score était resté de zéro partout pendant les 90 minutes, malgré quelques belles occasions de part et d'autre. Les deux équipes ont eu recours directement à la séance de tirs au but pour se départager. La Guinée équatoriale, pays hôte de la compétition, avait raté ses deux premiers tirs, tandis que la RDC a réussi un "sans faute", qui lui a permis de l'emporter au final (4-2). La finale du tournoi aura lieu dimanche entre les Eléphants de Côte d'Ivoire et les Black Stars du Ghana. Son coup d'envoi sera donné à 20h00 (heure algérienne) au stade de Bata.

La FIFA et la CAF signent un accord de coopération

La Fédération internationale de football (FIFA) et la CAF ont procédé samedi, à Malabo, en Guinée Equatoriale, en marge de la CAN 2015, à la signature d'un important accord de coopération qui tend à renforcer le travail en commun pour le développement du football en Afrique, indique un communiqué de la CAF. Il existait déjà de multiples partenariats entre les deux parties, comme il en existe entre la FIFA et les autres continents, mais cette fois un certain nombre de priorités ont été énoncées, notamment la technique et l'éducation (forma-

tion des entraîneurs/octroi de licences, développement de l'arbitrage, football de base, juniors, garçons et filles), l'octroi de licences de clubs, enregistrement des joueurs dès leur première licence dans un club, la gestion et administration (expertise administrative et promotion de la bonne gouvernance au niveau des clubs et des Ligues) et le développement de la médecine du sport. A travers leur collaboration, la FIFA et la CAF entendent créer une synergie et renforcer leurs liens entre leurs programmes et activités de développement respectifs afin d'en maximiser les bienfaits et de fournir aux associations africaines des solutions locales sur mesure. Le président de la FIFA, Joseph Blatter en définissant l'esprit de la coopération a rappelé que "parfois il est bien de signer des documents quand bien même ils ne paraissent pas nécessaire" et s'est félicité des très bonnes relations entre la FIFA et la CAF et entre lui-même et le Président Hayatou. Il a ensuite rappelé que l'article 2 des statuts de la FIFA a pour premier point le développement du football, pour la jeunesse, pour les vertus humanistes qu'il doit recréer. Et que l'organisation des compétitions n'arrivait qu'en deuxième position. A la conférence de presse à l'issue de la signature d'accord de coopération, le président de la FIFA a souligné que les événements qui s'étaient produits lors de la demi-finale entre la Guinée Equatoriale et le Ghana était "du seul ressort de la CAF".

Ligue 1 Mobilis (19^e journée) Le MC Oran s'installe sur le podium

■ Le MC Oran, qui l'a emporté péniblement face à l'USM El Harrach (1-0) en clôture de la 19^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, a pris la troisième marche du podium à cinq longueurs du leader le MO Béjaïa qui a battu la veille l'ASM Oran (1-0), tandis que le MC Alger reste bon dernier après sa défaite devant la JS Saoura (2-1).



Les Hamraoua sur une belle lancée.

Anouar M.

Les Hamraoua ont souffert pour s'imposer à domicile contre l'USMH dans un match pour la troisième place. Les hommes de Jean Michel Cavalli ont fait la différence grâce à un but de Nekkache juste avant la pause. Grâce à ce succès, le MCO monte sur le podium tandis que son adversaire du jour recule à la cinquième place.

Dans l'autre rencontre de la journée, le CR Belouizdad qui restait sur un probant succès contre l'USM Alger (2-1) dans le derby de la capitale, a obtenu une nouvelle victoire en déplacement contre l'USM Bel Abbes (1-0) grâce à sa nouvelle recrue le bosnien Galin dès la deuxième minute.

Une victoire qui permet aux Belouizdadians de se hisser à la cinquième place. Le leader, le MO Béjaïa avait consolidé la veille sa place de leader en disposant de l'ASM Oran (1-0). Un but de Hamzaoui à la 11^e minute permettait aux protégés de Abdelkader Amrani de porter à trois unités leur avance sur leur dauphin l'ES Sétif, qui s'est contentée d'un nul vierge face au NA Hussein-dey (0-0).

Les locaux ont même raté un penalty par Ouznadji à la 37^e minute. La bonne opération de cette journée

est réalisée par l'USM Alger qui est au pied de podium après son large succès contre le RC Arbaa (5-1). Les Usmistes qui restaient sur trois contre-performances dont deux défaites, ont atomisé leur hôte grâce à un Belaili des grands jours.

Dirigés par le duo Aksouh- Dziri suite à la démission de Hubert Velud, les Rouge et Noir ont signé leur plus grand score de la saison grâce notamment à deux penalties de Meftah et Ferhat et un premier but de la nouvelle recrue l'ivoirien Manucho. La journée est marquée également par la retentissante victoire du MCEI Eulma face au CS Constantine (3-0).

Les protégés de Azzedine Ait Djoudi qui restaient sur un bon nul face à l'ES Sétif (1-1) a attendu la seconde période pour faire la différence grâce entre autres à une nouvelle réalisation de Derrardja, meilleur artilleur du club. Dans le bas du classement, le match à six points entre la JS Saoura et le MC Alger disputé devant un public nombreux est revenu aux "Sudistes" grâce à Tiouli (8) et Aoudou (55').

A la faveur de cette précieuse victoire, la JSS sans entraîneur après le départ de Gouaveç, se hisse à la 10^e place avec 24 points tandis que le MC Alger qui restait sur trois résultats positifs reste scotché à la dernière

place à un point de l'avant dernier l'ASO Chlef contraint au nul par la JS Kabylie (1-1). L'USMBA piégée à domicile par le CRB a laissé passer une bonne occasion de sortir de la zone rouge.

A. M.

RÉSULTATS ET CLASSEMENT :

JSS- MCA	2-1
USMA- RCA	5-1
NAHD-ESS	0-0
ASO -JSK	1-1
MCEE- CSC	3-0
MOB-ASMO	1-0
USMBA-CRB	0-1
MCO-USMH	1-0

	Pts	J
1 . MO Béjaïa	35	19
2 . ES Sétif	32	19
3 . MC Oran	30	19
4 . USM Alger	29	19
5 . USMH	28	19
- . CRB	28	19
7 . ASM Oran	27	19
8 . CS Const.	26	19
- . RC Arbaa	26	19
10 . JS Saoura	24	19
- . MCEE	24	19
12 . JS Kabylie	23	19
13 . USMBA	22	19
14 . NAHD	21	19
15 . ASO Chlef	19	19
16 . MC Alger	18	19

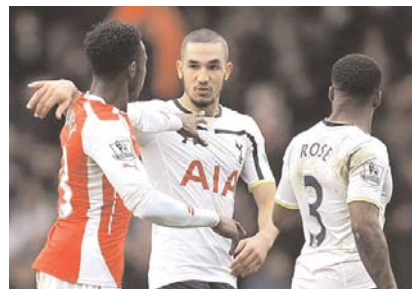
Escrime/Mondial-2015 de «fleuret dames» L'Italie et la Russie en force

Les épreuves matinales de la 2^e journée de la Coupe du Monde-2015 du Fleuret "dames", disputée samedi matin, au chapiteau de l'hôtel Hilton d'Alger ont été marquées par la qualification de sept escrimeuses italiennes, et autant russes, aux 32^e de finale de l'épreuve individuelle. En outre, 4 polonaises, 3 américaines, 3 japonaises, une chinoise, une canadienne, une autrichienne et une hongroise accèdent au même tour, mais c'est la qualification de la Tunisienne, Inès Boubekri, qui a le plus marqué les esprits, étant la dernière athlète arabe en lice dans ce Mondial. La première journée de la compétition a été, en effet, dévastatrice pour l'ensemble des concurrentes maghrébines engagées dans ce Mondial de fleuret dames, n'épargnant aucune des huit algériennes, qui pourtant bénéficiaient de l'avantage du terrain. Anissa Khelfaoui, la seule escrimeuse algérienne à avoir accédé au tour préliminaire, après avoir remporté deux combats, avait fini par s'incliner, elle aussi, devant la Canadienne Ryan Kelleigh. Les autres concurrentes algériennes, à savoir : Khadija Zerabib, Narimen El Houari, Yasmina Yemmi, Feriel Adjabi, Leila Ghazi, Amira Rouibet et Feriel Yemmi étaient tombées, quant à elles, sur des adversaires de haut niveau. Elles s'étaient donc inclinées dès leur entrée en lice. Pour leur part, les 32 escrimeuses bien positionnées au classement mondial ont été exemptées du tour préliminaire, qui compte 11 poules, et n'ont fait leur entrée en lice dans la compétition que samedi matin. En dépit d'une élimination précoce de toutes les athlètes algériennes, le président de la FAE, Abderraouf Benaoui, s'est dit "satisfait" du rendement fourni. "Nos jeunes escrimeuses continuent à cumuler de l'expérience, et c'est le plus important dans ce genre de compétitions de haut niveau", a déclaré le patron de la FAE.

Tottenham Bentaleb s'illustre face aux Gunners

L'international algérien de Tottenham Nabil Bentaleb, auteur d'une passe décisive, a largement contribué à la victoire de son équipe contre Arsenal (2-1) samedi à White Hart Lane en match comptant pour la 24^e journée du championnat d'Angleterre de première division de football. Le meneur de jeu algérien qui venait juste de rentrer de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2015 en Guinée équatoriale, a déposé une balle sur la tête de son coéquipier Kane qui trompa le gardien Ospina à quatre minutes de la fin de la partie.

Pourtant les débats avaient mal débuté pour les Spurs avec un but précoce de l'Allemand Ozil (11^e), mais c'était sans compter sur l'abné-



avantage, écopant au passage d'un carton jaune dans les ultimes minutes de la partie. L'entraîneur de Tottenham Mauricio Pochettino s'était réjoui jeudi du retour de l'international algérien Nabil Bentaleb en prévision du derby du nord de Londres contre Arsenal. A la faveur de ce précieux, Tottenham se hisse provisoirement à la quatrième place avec 43 points devançant d'un point son adversaire du jour Arsenal (42 pts).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Constantine

Un jeune a tenté de tuer le fiancé de sa sœur

UN DIFFÉREND entre deux hommes du même âge a failli tourner au drame, n'était l'intervention du père de la victime, lit-on dans un communiqué du commandement de la Gendarmerie nationale. En effet, le nommé A.M. s'est rendu au domicile familial de H.A., qui est le fiancé officiel de sa sœur, qui habite la même localité. En colère, ce dernier a appelé la victime avant de lui asséner des coups de couteau au thorax. Les cris de douleur ont attiré l'attention du père de la victime. Lequel devant cette scène est intervenu pour venir en aide à son fils

avant que l'agresseur ne le blesse au moyen d'une pierre.

Les deux victimes ont été évacuées en urgence à l'hôpital de Ali-Mendjeli. A.M. dans état grave a été transféré au CHU de Constantine.

Les gendarmes sur les lieux du sinistre ont déclenché une enquête pour déterminer les causes de cette dispute qui a contraint A.M. à agir de la sorte. Ce dernier en fuite est vivement recherché par les enquêteurs de la brigade de la Gendarmerie nationale de Ali Mendjeli.

A. K.

Alger

Arrestation de cinq trafiquants de drogue

CINQ PERSONNES ont été arrêtées et des quantités de drogues saisies à Alger dans deux affaires liées au trafic de stupéfiants traitées fin janvier dernier, a indiqué dimanche la sûreté de wilaya.

La première affaire a été traitée par la police judiciaire de Makaria à la gare routière du Caroubier où un suspect a été arrêté avec un sac à dos contenant 346 grammes de cannabis, des psychotropes et une arme blanche, précise la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Après enquête, son fournisseur a été localisé à Blida et la perquisition du domicile a conduit à la découverte de 26

armes blanches, une bombe lacrymogène et une quantité de psychotropes, souligne la même source. Concernant la deuxième affaire et agissant sur informations, la sûreté de daïra de Baraki a appréhendé fin janvier dernier un suspect en possession de 46 comprimés de Rivotrin, et qui s'adonnait au trafic de psychotropes.

Ses deux fournisseurs ont été arrêtés et 242 comprimés et 49 150 DA ont été retrouvés dans le véhicule de l'un d'entre eux. Les cinq personnes ont été présentées aux parquets d'Hussein Dey et d'El Harrach, qui les ont placées sous mandat de dépôt, ajoute-t-on.

Fatah B.

Opération à cœur ouvert

Lounis Aït Menguellet «se remet tranquillement»

LE CHANTEUR algérien Lounis Aït Menguellet a subi à la fin du mois de janvier une opération à cœur ouvert «réussie à 100%» et dont il «se remet tranquillement», a indiqué son conseiller Farid Ouahmed dans un communiqué diffusé dimanche.

Souhaitant réagir à «certaines rumeurs» sur l'état de santé du chanteur de la chanson kabyle, son conseiller a jugé «utile de rassurer tous les gens qui s'inquièteraient» en indiquant que Lounis Aït Menguellet «allait très bien» après une «opération à cœur ouvert délicate» et qui «a duré plus de six heures», exigeant «plusieurs jours d'observation et près d'un mois de repos forcé».

Cette opération qui devait se faire «au plus tard au mois de janvier 2015» a obligé l'artiste à annuler «des galas qui devaient avoir lieu en février et en mars de

la même année», explique-t-on dans le communiqué.

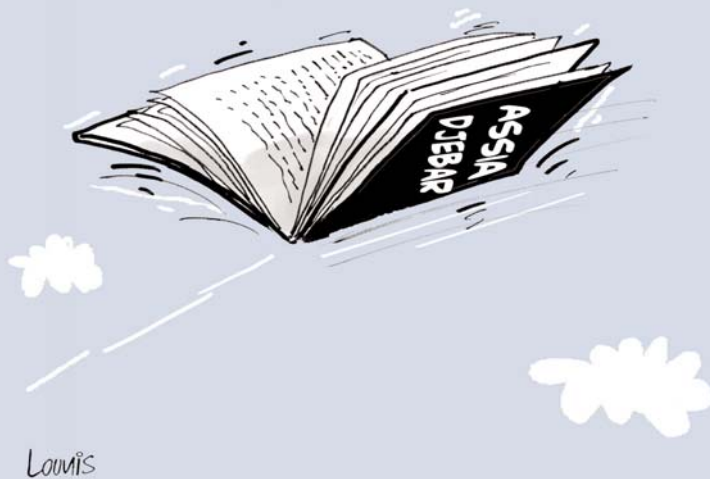
Malgré une «complication de son état de santé qui exigeait qu'il subisse une intervention chirurgicale le plus vite possible», Lounis Aït Menguellet avait «quand même assuré son spectacle dans un Zénith (de Paris) archicomble, se donnant de tout cœur à son public».

Le 11 janvier dernier, le chanteur, 65 ans, s'était produit dans la mythique salle parisienne à l'occasion du nouvel an du calendrier amazigh.

«Il nous reste à souhaiter qu'il profite de ces quelques semaines de détente pour s'atteler à un nouvel album qui nous ravira tous sûrement, et qu'il revienne au plus vite au devant de la scène pour nous livrer de superbes spectacles dont lui seul a le secret», conclut le communiqué.

Racim C.

ASSIA DJEBAR S'EN VA



Lounis

Djalou@hotmail.com

TNA-Gallery

«Hors Champs», exposition de haute facture

■ C'est dans l'après-midi de samedi que la nouvelle galerie d'art baptisée TNA-Gallery a été inaugurée sous l'égide de M^{me} Nadia Labidi, ministre de la Culture où a lieu le vernissage de haute facture de l'exposition «Hors Champs».

Par Magda Malek

P our Malek Salah, commissaire de l'exposition «c'est par l'initiative du ministère de la Culture que l'espace "TNA Gallery" existe». Cette proposition a trouvé écho au sein de notre collectif d'artistes... et le concept de cette exposition s'inscrit dans la dynamique de création de lieux alternatifs qui semble se dessiner à Alger depuis quelque temps. De ce partenariat inédit entre le ministère de la Culture, le TNA (Théâtre national algérien) et la volonté d'un collectif d'artistes plasticiens, un espace pour les arts visuels est né dans l'enceinte

du TNA et dont l'accès se fait par la rue Bouzrina, face au marché de la Lyre. Son aménagement est intervenu sur les trois derniers mois et le résultat est fabuleux, comme le souligne Sergoua. Le vernissage de l'exposition «Hors Champs» aura permis de réunir ce collectif d'artistes établis mais aussi émergents à travers la présentation de leurs œuvres. C'est la rencontre de plusieurs signatures connues et reconnues,

celles de Salah Malek, le commissaire de l'expo, Karim Sergoua, Rachid Nacib, Zoubir Hellal, Adlène Samet, Rachid Djemai, Mustapha Nedjai et Nasser Medjkane, photographe. Pour les initiateurs de ce projet qui a fini par se concrétiser, il s'agit surtout d'un lieu alternatif libre et ouvert aux propositions et à l'expérimentation dans le champ de l'art contemporain.

M. M.

Dysfonctionnements au lycée d'Akfadou

Les parents retiennent leurs enfants à la maison

LES PARENTS d'élèves du lycée chouhada Oudjeddi de la commune d'Akfadou sont très en colère. Ils ont décidé de retenir leurs enfants à la maison hier afin de protester contre les dysfonctionnements qui touchent l'établissement depuis le début de l'année scolaire en cours. Pour les parents d'élèves le lycée est très mal géré et il est en situation d'instabilité au point que «ce sont les élèves et les enseignants qui gèrent ses affaires et pas la directrice», déclare un parent sur radio Soummam hier. Il y a des dépassements permanents de la part des enseignants et des élèves sans que personne ne

bouge. Les mécontents ont également rappelé avoir saisi la direction de l'éducation afin de mettre fin à ces dysfonctionnements, mais en vain. «Nous avons décidé de retenir nos enfants à la maison jusqu'à ce que la direction de l'éducation décide de mettre fin aux problèmes vécus par le lycée et qui compromettent l'avenir de nos enfants», ajoute le parent qui déplore le fait que les cours sont dispensés seulement une demie journée et un laisser-aller permanent par les responsables en sus de plusieurs insuffisances liées au personnel et moyens matériels, etc.

H. C.

Tizi Ouzou

Sept blessés dans le renversement d'un fourgon

SEPT PERSONNES ont été blessées, hier dimanche, dans un accident de la route survenu à Ait Bouhamdane dans la commune de Bouzeguène (45 km à l'Est de la wilaya de Tizi Ouzou), avons-nous appris auprès des services de la Protection civile.

Selon les indications fournies par la même source, à l'origine de cet accident le renversement d'un fourgon de transport de voyageurs qui s'est produit sur une route communale aux environs de 08 heures du matin.

H. M.